

Une triple crise de gouvernance

Il ne manquait plus que cela ! La brutale démission de Thierry Breton de la Commission européenne vient s'ajouter à la crise de gouvernance que connaissent, chacune à leur manière, la France et l'Allemagne. A Bruxelles, Ursula von der Leyen peine à constituer le « collège » des vingt-sept commissaires, dont l'annonce avait déjà été repoussée de quelques jours : elle veut plus de

femmes, au nom de la parité, et plus du tout de Thierry Breton, au nom de l'inimitié personnelle qu'elle lui porte. Certes, l'Europe avance à son rythme d'escargot, mais trois mois après des élections européennes remportées par la droite, l'UE n'a pas encore d'exécutif et n'en aura sans doute avant décembre.

En France, le Premier ministre Michel Barnier a promis l'annonce de son

gouvernement pour cette semaine. Mais l'affaire n'est pas simple entre la multiplication des ambitions, le jeu des partis, le poids des lobbies administratifs et le nouveau fonctionnement de la V^e République qui s'invente en marchant.

En Allemagne, la coalition des trois partis est moribonde, à un an des élections fédérales. La percée de l'extrême droite dans les scrutins régionaux (qui

pourrait se confirmer dimanche dans le Brandebourg) secoue le pays et contraint le gouvernement à durcir unilatéralement sa politique migratoire.

Bruxelles, Paris, Berlin : autant de capitales où l'incertitude règne alors que les affaires du monde ne nous laissent pas de répit. Non sans raison, on dira que c'est le prix à payer d'un système démocratique. Mais, comme on le constate

aussi à Washington, la démocratie peut parfois dysfonctionner. C'est aujourd'hui le cas. Et la solution n'est certainement pas dans l'autoritarisme ou la quête de l'homme providentiel. Elle est, au contraire, dans une culture politique faite de modération et de compromis. Fût-elle plus ennuyeuse.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Jusqu'à aujourd'hui, jamais Paris n'avait été poussé à retoquer son commissaire européen. Le départ fracassant du Français éclabousse à la fois Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron

Europe: le clash Breton fragilise la France

Revanche

En accord avec Matignon, l'Elysée a proposé lundi comme nouveau commissaire européen le nom de Stéphane Séjourné, actuel ministre démissionnaire des Affaires étrangères. Poussé vers la sortie, Thierry Breton accuse Emmanuel Macron de l'avoir lâché. Au risque d'humilier la France.

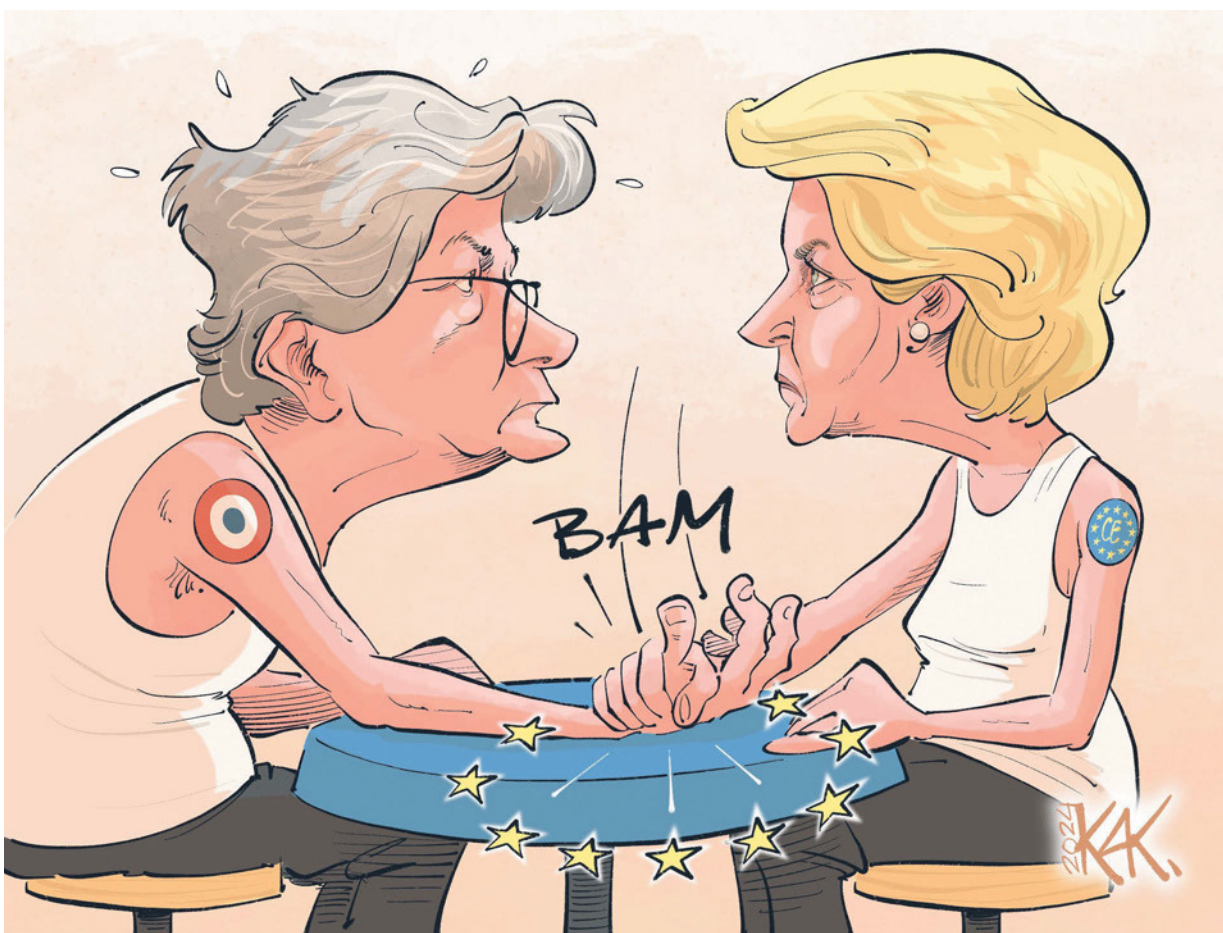
Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

L'IMAGE DE LA COMMISSION européenne était déjà, en France, l'une des plus mauvaises du continent. Cela risque de s'aggraver avec le dernier camouflet infligé au pays : changer au dernier moment le nom de son commissaire européen. Lundi, l'Elysée a tenté, en vain, d'éteindre l'incendie allumé dans la matinée par le désormais ex-commissaire français, Thierry Breton.

Dans une lettre de démission envoyée à Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, et publiée sur le réseau social X (ex-Twitter), ce dernier laisse entendre que la responsable

allemande a eu sa tête, et que le Président français a cédé à un chantage. En effet, officiellement nommé par la France le 25 juillet dernier, Thierry Breton a été informé il y a quelques jours seulement du changement de pied d'Emmanuel Macron.

Il écrit à Ursula von der Leyen : « Il y a quelques jours, dans la toute dernière ligne droite des négociations, vous avez demandé à la France de retirer mon nom - pour des raisons personnelles que vous n'avez jamais évoquées directement avec moi - et offert, comme monnaie d'échange politique, un portefeuille pré-



tendument plus influent pour la France dans le prochain collège », accuse-t-il, estimant qu'il s'agit d'un « témoignage supplémentaire d'une gouvernance questionable ». Une grave accusation, qui éclabousse aussi Emmanuel Macron.

Pour toute réponse, Thierry Breton a obtenu, en fin de matinée, la publication par l'Elysée du nom de son remplaçant : Stéphane Séjourné, actuel ministre du Quai d'Orsay. Et de la part d'Ursula von

der Leyen, rien. A midi, la porte-parole adjointe de la Commission a indiqué que « la présidente prend note, accepte la démission de Thierry Breton et le remercie pour son travail durant le mandat ».

Liberté de parole. La vengeance est un plat qui se mange froid. Ce retournement de situation donne le ton de « Von der Leyen 2 », une Commission dont les personnalités fortes ont été

écartées : Thierry Breton, mais aussi la commissaire danoise à la concurrence Margrethe Vestager, le luxembourgeois Nicolas Schmit, pourtant tête de liste des Socialistes et démocrates (S&D) européens, arrivés deuxième des élections en juin, ou encore le néerlandais Frans Timmermans, parti faire de la politique nationale. « Après notre camarade Nicolas Schmit, Ursula von der Leyen obtient

Page 2

Le plaidoyer de Capri-Sun pour le retour des pailles en plastique

Fallait oser

« CAPRI-SUN en sachet pratique est devenue la première marque mondiale de boissons pour enfants depuis 1969. Nous sommes l'entreprise qui fait sourire le monde entier. Et nous le faisons six milliards de fois par an - chaque fois que quelqu'un boit l'un de nos produits ! » Voilà ce que l'on peut lire sur le site du fabricant suisse de boissons sucrées. Il conditionne ses boissons dans une poche en aluminium vendue avec une paille qui sert autant à la percer qu'à en extraire le liquide.

Le groupe vient de lancer une pétition sur le site Internet Change.org, demandant à pouvoir bénéficier d'une dérogation lui permettant de revenir aux pailles en plastique dans l'Union euro-

péenne, où elles sont interdites depuis 2021. Argument avancé : il met en ce moment sur le marché de nouvelles poches en polypropylène (PP), plus facilement recyclables que les anciennes compo-

sées de plusieurs matériaux. L'intérêt de réintroduire la paille en plastique serait de permettre aux consommateurs de jeter l'ensemble dans une même poubelle, la jaune, et ainsi de faciliter le geste de tri, argumente Capri-Sun.

L'entreprise précise vouloir « éviter que la paille en papier ne pollue le processus de recyclage ». Cela ne convainc pas Que Choisir, pour laquelle la véritable raison est que percer un sachet avec une paille en carton « marche beaucoup moins bien ». L'association de consommateurs souligne, le 16 septembre, que Capri-Sun, dans le texte qui accompagne

sa pétition, l'a bien expliqué. « Nous savons que le passage aux pailles en papier en 2021 n'a pas été idéal pour beaucoup d'entre vous car elles sont moins fonctionnelles » a-t-il écrit. La marque a besoin d'un million de signatures, l'une des conditions pour pouvoir lancer une initiative citoyenne européenne (ICE). Instauré en 2011, cet outil permet à des citoyens européens de demander à la Commission européenne de légiférer sur un sujet donné. Une fois ce cap de signatures atteint, Bruxelles ne peut plus esquisser.

Irène Inchauspé
@iinchauspe

Ruffin-Mélenchon, les secrets d'une rupture



Définitivement affranchi de LFI, le franc-tireur de Picardie debout étrille la stratégie de Jean-Luc Mélenchon, accusé d'abandonner les électeurs de la France rurale et post-industrielle. Sans jamais prononcer le mot de « communautarisme », François Ruffin conteste une vision électorale qui ne s'adresserait qu'aux banlieues.

Page 3

Allemagne: la loi climat devant la cour constitutionnelle

Des plaintes ont été déposées par des citoyens et des ONG, pointant le non-respect d'une décision du tribunal de Karlsruhe

Page 5

Tebboune reprend la main après le pataquès électoral

Après sa prestation de serment ce mardi, le président algérien se rend à l'assemblée générale de l'ONU en fin de semaine

Page 6

« Les Français se sentent fragiles dans un monde périlleux »

Après quarante ans d'expérience, la psychiatre Sylvie Wiewiorka livre son diagnostic sur notre moral collectif

Page 7



Europe : le clash Breton fragilise la France

|| | **Suite de la page 1**

le départ d'un autre poids lourd capable de remettre en cause sa toute-puissance et de contrebalancer la domination du PPE sur la Commission », s'inquiètent dans un communiqué les S&D français.

Thierry Breton a « toujours revendiqué sa liberté d'action et de parole », rappelle son entourage. Depuis un an, il s'était mis plusieurs fois en travers de la route d'Ursula von der Leyen, en s'opposant à la nomination d'une cheffe économiste américaine à la concurrence, à la nomination d'un proche d'Ursula von der Leyen comme délégué aux PME, ou en disant que l'Allemande était mal élue et désavouée par sa propre famille, le Parti populaire européen (PPE).

Si sa démission forcée est une démonstration de pouvoir d'Ursula von der Leyen, c'est aussi un aveu de faiblesse de la France, et d'Emmanuel Macron. Ce dernier a reçu un « camouflet », selon l'eurodéputé PS Christophe Clergeau, vice-président des S&D au Parlement européen. Sa consœur Leïla Chaïbi, présidente de la délégation LFI, parle carrément « d'humiliation de la France ». Un mot que ne renierait pas Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman : « C'est sans précédent que le commissaire français soit retoqué. C'est inquié-

« C'est d'abord Von der Leyen qui humilie Breton, et ensuite la preuve que Macron ne pèse plus rien sur le plan européen »

tant pour l'Europe. On aura une Commission de béni-oui-oui, alors qu'on a besoin de personnalités comme Thierry Breton, qui font bouger les choses, par opposition à la manière dont gouverne Ursula von der Leyen, de manière très bridée et très refermée sur elle-même et ses proches ».

L'expert ne « s'explique pas » le choix d'Emmanuel Macron. « Si ce n'est que la dissolution a marqué un changement d'attitude de sa part. On a l'impression que le leader de l'Europe a baissé le pavillon ». « C'est d'abord Von der Leyen qui humilie Breton, et ensuite la preuve que Macron ne pèse plus rien sur le plan européen », analyse un historicien du Parlement européen.

Chantage. A l'Elysée, on nie tout chantage, mais on confirme, en creux, l'idée qu'avec Thierry Breton, la France ne pouvait pas obtenir le portefeuille le plus large possible, à cause de la personnalité de ce dernier et du manque de confiance d'Ursula von der Leyen. On met aussi en avant des raisons nationales. « La discussion sur le périmètre du portefeuille a commencé dès le lendemain des élections européennes et à un moment plutôt récent, le sujet de la personne et de la personnalité est apparu dans la discussion, aussi bien pour des raisons européennes que nationales, indique ainsi l'entourage d'Emmanuel Macron. Dans ce contexte, le nom de Stéphane Séjourné est apparu. Entretemps, le président a nommé un Premier ministre issu de LR. Et c'est aussi une façon pour lui de réaf-



SIPA PRESS

Thierry Breton estime que son éviction est un « témoignage supplémentaire d'une gouvernance questionnable ».

firmer que l'Europe reste son domaine, avec un agenda de souveraineté porté par la famille Renew et Renaissance ». Plusieurs observateurs adhèrent à cette explication franco-française de la volte-face d'Emmanuel Macron. La semaine même où Michel Barnier doit annoncer son nouveau gouvernement, Stéphane Séjourné, situé sur l'aile gauche de la macronie, s'apprêtait à quitter le Quai d'Orsay où Michel Barnier voudra quelqu'un de LR compatible. « La France est comme l'Allemagne. S'il n'y a pas de problème éthique ou moral, ou de désaccord profond avec le président de la Commission, on ne refuse pas un candidat nommé », souligne un proche du dossier. Oui, en temps normal...

L'entourage d'Emmanuel Macron est pressé de mettre cette histoire sous le tapis avec le dévoilement du portefeuille dévolu au commissaire français, ce mardi matin à Strasbourg par Ursula von der Leyen. Sauf changement majeur, la France devrait obtenir un poste de vice-président exécutif en charge de la compétitivité et de la prospérité, avec sous ses ordres, la direction générale du marché intérieur et de l'industrie, mais aussi quatre autres commissaires, en charge respectivement de la recherche et innovation, du commerce et de la sécurité économique, des affaires économiques et financières, et des services financiers, avec la question de l'Union des marchés de capitaux.

En outre, l'Elysée a insisté auprès d'Ursula von der Leyen pour que les lettres de mission d'autres commissaires, en charge de l'agriculture, de l'énergie et de la défense, soient alignées avec les priorités françaises. Stéphane Séjourné est-il mieux placé pour incarner ce grand portefeuille de souveraineté économique que Thierry Breton, qui l'a déjà défendu ces cinq dernières années ? Le premier a été conseiller d'Emmanuel Macron, président de Renew au Parlement européen, et ministre des Affaires étrangères durant neuf mois. Le second a été ministre de l'Economie, patron d'Atos et commissaire puissant. En outre, en tant que commissaire sortant, il bénéficiait d'une exception à la règle de parité à la Commission européenne, au contraire de Stéphane Séjourné. Encore une règle donc s'affranchit Emmanuel Macron.

@jadeGrandin ✕

Le pari de Macron pour conserver son influence dans l'Union

UN PORTEFEUILLE contre un camouflet. Ursula von der Leyen ne présente pas les choses comme cela, mais c'est l'idée. La tête de Thierry Breton contre la garantie pour la France d'étendre son influence à Bruxelles. Emmanuel Macron n'a pas beaucoup hésité. A peine le commissaire européen chargé du Marché intérieur avait-il annoncé sa démission lundi matin que l'Elysée dévoilait dans la foulée le nom de son nouveau candidat : Stéphane Séjourné, ministre démissionnaire des Affaires étrangères, ancien patron du groupe Renew au Parlement européen et patron de Renaissance. Un homme de confiance du Président et fidèle de la première heure.

Emmanuel Macron ne tarissait pourtant pas d'éloges sur Thierry Breton. Fin juillet, le président de la République officialisait dans un courrier sa proposition de reconduire l'ancien ministre de l'Economie comme commissaire au nom de la France, vantant sa « compétence », son « expérience » et son « engagement européen ». Thierry Breton devait hériter d'un poste de vice-président exécutif de la Commission, garantie pour la France de conserver, voire d'étendre, toute son influence à Bruxelles. Garantie aussi pour Emmanuel Macron de continuer à peser en Europe, malgré son affaiblissement sur la scène intérieure depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. « L'international est un domaine réservé du Président et l'Europe en fait partie », indiquait un proche du chef de l'Etat la semaine dernière.

Tensions. Malgré la démission surprise de Thierry Breton, l'Elysée assure aujourd'hui que tout est sous contrôle. « L'enjeu a toujours été celui du portefeuille et du portefeuille découlait le nom », indique-t-on dans l'entourage du Président. Autour du chef de l'Etat, on espère ainsi obtenir « un portefeuille beaucoup plus gros » que celui déjà conséquent de Thierry Breton et « un droit de regard » sur beaucoup de choses. Cela valait bien de sacrifier Thierry Breton. Cela, sans compter les relations notoirement mauvaises qu'il entretenait avec Ursula von der Leyen. « Cela aurait été contreproductif d'avoir un commissaire qui ne s'entend pas avec sa présidente. A un moment, nous avons vu que ça coïncidait trop et que cela allait être impossible », confie une source au cœur des discussions. « Pour pouvoir porter le portefeuille que le Président souhaitait voir attribuer à la France, il était nécessaire d'avoir une personnalité qui ait la confiance du chef de l'Etat et de la présidente de la Commission européenne », indique-t-on à l'Elysée. En clair, Thierry Breton n'ayant la confiance ni de l'un ni de l'autre, son sort était scellé, tout comme la candidature de Stéphane Séjourné.

Et peu importe qu'Ursula von der Leyen ait demandé à Paris de lui proposer une candidature féminine. Peu importe également l'avis du nouveau Premier ministre, puisqu'à en croire les proches du Président, les discussions avec Bruxelles étaient engagées bien avant la nomination de Michel Barnier à Matignon. Pour la forme,

l'Elysée assure que la désignation de Stéphane Séjourné s'est faite « en accord avec le Premier ministre », lequel indique avoir été « associé » à la décision. En pleine composition du gouvernement, et alors que les tensions avec l'Allemagne se ravivent, l'heure n'est pas à ouvrir un front entre l'Elysée et Matignon.

Mais au-delà du portefeuille demandé par Emmanuel Macron, encore faut-il obtenir les signaux attendus par Paris sur la ligne politique de la nouvelle Commission. « Est-ce que le commissaire en charge de l'Energie sera pro ou antinucléaire ? Est-ce que celui en charge de l'Economie sera issu des pays du Nord ou du Sud ? Qui s'occupera de la Défense ? Il faudra prendre en compte tout cela pour évaluer le poids de la France », explique un député européen Renew. Dans le courrier rageur publié sur X pour annoncer sa démission, Thierry Breton en doute. Selon lui, Ursula von der Leyen n'a proposé qu'un « portefeuille prétendument plus influent pour la France ».

La présidente de la Commission le dévoilera ce mardi à Strasbourg. Avec une semaine de retard sur la date prévue, Ursula von der Leyen doit présenter la liste des 26 commissaires qui l'accompagneront pendant cinq ans, ainsi que l'architecture de son nouveau collège. Avant même d'en savoir plus sur la répartition des postes au sein de la nouvelle Commission, les oppositions n'ont pas manqué de dénoncer un recul du pays sur la scène européenne. « Dire que la France est affaiblie à Bruxelles est faux, jure un eurodéputé Renew. La situation politique en France ne remet pas en cause le capital politique du président en Europe. Il est le leader des proeuropéens, le seul à afficher une vision et un projet politique pour le continent. Le crédit qu'il a engrangé, il le garde. » A moins d'une mauvaise surprise sur la taille du portefeuille de Stéphane Séjourné.

François-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud ✕



SIPA PRESS

En proposant Stéphane Séjourné, Emmanuel Macron veut envoyer un fidèle de la première heure à la Commission européenne.

Un départ sur fond de tensions entre la France et l'Allemagne

LA DÉMISSION SPECTACULAIRE de Thierry Breton est « un désastre pour l'influence française » à Bruxelles, estiment la plupart des acteurs du dossier. Et il n'est pas certain que le nom de Stéphane Séjourné, aussitôt avancé par l'Elysée pour lui succéder, permette de réparer les dégâts. Car, au-delà de la personnalité clivante de Thierry Breton, le départ de l'ex-commissaire européen ravive brutalement le malaise politique entre la France et l'Allemagne.

En cédant, de fait, à la demande de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, comme il l'a fait dimanche, Emmanuel Macron a validé la prise de pouvoir du Parti populaire européen (PPE) à Bruxelles. Cette formation de droite est, pour l'essentiel, entre les mains de la CDU allemande, dont Ursula von der Leyen est issue. A Paris, on souhaitait pourtant depuis des mois un rééquilibrage franco-allemand dans les instances européennes, notamment dans la perspective, l'an prochain, d'une victoire de la droite allemande de Friedrich Merz, sans doute plus intraitable que l'actuelle et brinquebalante coalition au pouvoir à Berlin.

Thierry Breton jouait à fond cette carte et il était parvenu à imposer l'équation suivante : « S'en prendre à moi, c'est affaiblir la France face à l'Allemagne. » Jusqu'à ce qu'Emmanuel

Macron le lâche sous la pression d'Ursula von der Leyen et en profite pour recaser un macroniste de la première heure. Or, Stéphane Séjourné ne jouissait pas d'un préjugé favorable au sein du PPE lorsqu'il siégeait au Parlement européen à la tête du groupe Renew. Il venait, par ailleurs, de renoncer à son mandat continental pour se faire élire à l'Assemblée nationale...

Résumons : Thierry Breton était le candidat de la France à la Commission européenne, comme le président Macron l'avait lui-même annoncé dès le 28 juin. Las ! Ursula von der Leyen, réélue le 18 juillet avec le soutien de Paris, entretenait des relations exécrables avec Thierry Breton, qui le lui rendait bien. Elle voulait sa peau et elle l'a eue ce week-end, en promettant à Emmanuel Macron un portefeuille important à la Commission, à la condition qu'il retire son soutien à son candidat. « Une honte », juge un proche du dossier.

Il ne s'agit pas seulement d'une question d'incompatibilité personnelle, mais bien du poids de la France dans le concert européen. En effet, ce ne sont pas les députés qui ont rejeté Thierry Breton, comme ils auraient pu le faire démocratiquement au Parlement. L'intéressé en sait quelque chose, puisqu'il avait

été nommé après le rejet de Sylvie Goulard en 2019. C'est un choix personnel de la présidente de la Commission qui montre ainsi l'étendue de son pouvoir.

Cohabitation. Or, Ursula von der Leyen est désormais entre les mains de son parti, le PPE et donc de la CDU allemande. Jugée trop progressiste et trop « verte » lors de son premier mandat (2019-2024), elle a sauvé son poste de justesse en donnant un coup de barre à droite et en se ralliant à la ligne plus conservatrice du PPE. A la tête du groupe au Parlement européen, le Bavarois Manfred Weber (CSU) pèse de tout son poids. Premier groupe avec 188 députés, le PPE compte 31 élus allemands. Les Français de LR ne sont, eux, que six... et ils ont voté contre la réélection d'Ursula von der Leyen. Autant dire qu'ils influent peu, même si François-Xavier Bellamy, très apprécié à Bruxelles et à Strasbourg, a décroché une des dix vice-présidences du groupe.

Cette domination du PPE se retrouve au niveau des Etats membres. Telle qu'elle devait être présentée ce mardi, la liste des commissaires européens comptait quinze de ses membres sur vingt-sept, donc plus de la moitié, contre quatre socialistes. Chaque

Etat membre a droit à un commissaire, dont il propose le nom à Bruxelles. De même, le Conseil européen (où siègent les dirigeants des Etats membres) est majoritairement PPE ou conservateur.

De plus en plus influent à Bruxelles, le PPE ne l'est pas autant à Berlin. Depuis le départ d'Angela Merkel, la CDU/CSU, sa composante allemande, est en effet dans l'opposition. Elle est toutefois en tête des intentions de vote (environ 33% contre 24% obtenus en 2019) pour les élections fédérales de septembre 2025.

La cohabitation entre Paris et Berlin s'annonce compliquée, malgré la présence de Michel Barnier à Matignon. Excellent connaisseur des arcanes bruxellois, le Premier ministre est proche du PPE, mais cela suffira-t-il à arrondir les angles entre les deux pays ? « Depuis la dissolution, les Allemands ont totalement perdu confiance en Emmanuel Macron. Ils considèrent qu'il n'est pas fiable », assure une source européenne. Par sa brutalité, le chassé-croisé Breton-Séjourné ne devrait pas contribuer à les rassurer, alors que Paris est attendu au tournant par Bruxelles (et Berlin) sur ses finances publiques.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet ✕

En voulant réconcilier « deux France », celle des ouvriers blancs d’Amiens et celle des jeunes racisés de Seine-Saint-Denis, le député de la Somme a durci la rivalité avec son ancien mentor

François Ruffin et Jean-Luc Mélenchon, hier encore côte à côte, aujourd’hui face-à-face

Ma France à moi

Définitivement affranchi de LFI, le **franc-tireur de Picardie debout étrille la stratégie de Jean-Luc Mélenchon**, accusé d’abandonner – voire de mépriser – les électeurs de la France rurale et post-industrielle. Sans jamais prononcer le mot de « communautarisme », François Ruffin conteste une vision électorale héritée du rapport Terra Nova qui ne s’adresserait qu’aux banlieues, pointe avancée de la « nouvelle France ».

Antoine Oberdorff

BIEN PLUS qu’une sombre histoire de famille, François Ruffin acte en cette rentrée un « désaccord moral et électoral profond » avec Jean-Luc Mélenchon. La rupture entre les deux hommes avait été amplement consommée lors des législatives anticipées, le député-reporter ayant tout fait pour se dissocier de l’insoumis en chef devenu un « boulet » dans son combat face au RN sur le front de la Somme. Sur ses tracts, l’image du fondateur de La France insoumise avait disparu, remplacée par celle de François Bayrou dans l’entre-deux-tours.

De cette campagne difficile, François Ruffin a tiré un livre choc en forme de réquisitoire anti-Mélenchon, *Ma France en entier, pas à moitié* (Les Liens qui libèrent). Tout part d’un sentiment de

« Quand je tombais sur un Noir ou un Arabe, je sortais la tête de Mélenchon, en bien gros sur les tracts [...] »

honte, celui d’avoir dû mener une « campagne au faciès », faute d’avoir pu unir « la France des bourgs » et « la France des tours ». L’aveu parle de lui-même : « Dans les immeubles d’Amiens-Nord, quand je tombais sur un Noir ou un Arabe, je

sortais la tête de Mélenchon, en bien gros sur les tracts [...] Mais dès qu’on tombait sur un Blanc, pas seulement dans les campagnes, même dans les quartiers, ça devenait un verrou. Du coup, je présentais un autre document, sans sa tronche ni son nom. »

Président de Picardie debout, le micro-parti ruffiniste, Guillaume Ancelet reconnaît des mots « d’autant plus maladroits que ce n’était pas le moment » pour le Nouveau Front populaire. « Quand on dit “personnes racisées”, ce n’est pas jugé raciste. Mais quand on dit “les Noirs et les Arabes”, on passe pour un facho », observe-t-il avec une pointe de dépit.

Piège. De fait, le piège identitaire s’est refermé sur François Ruffin. Il voulait alerter sur la trahison de l’universalisme, le communautarisme se retrouve de son côté. Dans la garde rapprochée de Jean-Luc Mélenchon, on se charge d’instruire son dossier. D’abord sur les réseaux sociaux, où l’élue francilienne LFI, Julie Garnier agit au-dessus de sa tête « le fantôme de Doriot », du nom de cet ancien dirigeant communiste passé à la collaboration avec l’occupant nazi.

Puis, dans une note de blog au vitriol signée Manuel Bompard et intitulée « François Ruffin, la honte en entier et pas à moitié ». Le coordinateur de LFI y dénonce l’alignement de son ex-camarade sur une « lecture identitaire » propre à la « fachosphère ». « Ruffin-Zemmour, même combat ? », feint-il de se demander. Enfin, le coup de grâce est venu de Raphaël Arnault, député LFI « antifa » du Vaucluse, sur la scène de la Fête de l’Humain, samedi. A l’entendre, François Ruffin aurait commis une « faute politique » en voulant « séduire des racistes ».

Qu’importent les huées, pour François Ruffin, la faute politique est ailleurs. Dans le « choix de l’abandon et de la défaite » opéré par Jean-Luc Mélenchon après sa campagne législative de 2012 face à Marine Le Pen à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais. « Quand il me racontait Hénin, c’était à la limite du dégoût :



SIPA PRESS

François Ruffin doit élargir son socle électoral pour apparaître comme une alternative possible en 2027.

“On ne comprenait rien à ce qu’ils disaient... Ils transpiraient l’alcool dès le matin... Ils sentaient mauvais... Presque tous obèses...” », se souvient l’ élu dans son livre.

Une marque de mépris social qui fait écho à une indiscrétion captée par les caméras de « Quotidien » lors de la marche contre « le coup de force d’Emmanuel Macron » du 7 septembre. On y voit Jean-Luc Mélenchon glisser à une militante : « Il faut mobiliser la jeunesse et les quartiers. Là se trouve la masse des gens qui ont intérêt à une politique de gauche. Tout le reste, laissez tomber ! » Ainsi, dans l’esprit du triple candidat à la présidentielle, l’efficacité commande d’aller chercher « le gros des troupes » dans les banlieues, auprès des minorités racisées. Exit les « fâchés pas fachos », ils seraient perdus pour la cause. « Jean-

Luc Mélenchon a un rapport à l’antiracisme profondément cynique et paternaliste », à en croire l’ex-insoumise Raquel Garrido, qui récuse toute forme d’essentialisation des milieux populaires sur la base d’affects.

« **Sillon électoral** ». Ici se trouve le fondement de la controverse Mélenchon-Ruffin : le rapport de Terra Nova de 2011. Celui-ci proclamait « la fin de la coalition ouvrière » et prescrivait de se tourner vers la « France de demain » en allant sur le terrain des « valeurs culturelles » au détriment des « enjeux socio-économiques ». François Ruffin aimerait, lui, les réhabiliter. « Pendant les européennes, François s’est battu pour parler d’industrie et de délocalisations lorsque Manon Aubry est venue sur l’usine Metex. Mais LFI a fait le choix de creuser un sillon électoral exclusivement basé sur Gaza avec Rima Hassan. Maintenant, les sillons sont tellement profonds qu’on ne peut plus se faire entendre », déplore le ruffiniste Guillaume Ancelet.

Or, le député doit impérativement élargir son socle électoral pour apparaître comme une alternative possible en 2027. « François Ruffin craint de dévisser dans l’opinion, de disparaître des radars médiatiques, donc il s’oppose frontalement à Jean-Luc Mélenchon, analyse le politiste Rémi Lefebvre. Mais sa stratégie de transgression a un prix : s’il s’aliène le socle de LFI, sans mordre sur l’électorat du PS, il pourrait se ringardiser ».

« François y va avec du gros rouge qui tache. Il apparaît comme un politicien, ce qui est contraire à son ADN, mais les constats qu’il dresse ne tombent pas du ciel : LFI s’adresse bien à des segments minoritaires de la population », considère le maire Génération.s de Trappes, Ali Rabeh. Probablement parce qu’il se sait « en sur-sis » vis-à-vis de la montée de l’extrême droite sur sa circonscription, François Ruffin a décidé de jouer son va-tout. Au risque de davantage plaire à l’aile droite du PS qu’à sa famille d’origine, la gauche radicale.

A. Oberdorff

Matignon veut déposer son projet de budget autour du 9 octobre et non pas le 1^{er} comme le prévoit la loi organique sur les lois de finances

Pourquoi Barnier va rendre sa copie en retard sur le budget

A la bourre

Le budget 2025 nécessitera de faire des économies importantes, malgré une Assemblée nationale fragmentée comme jamais.

Marc Vignaud

COMMENT PRÉPARER UN PROJET de loi de finances décisif alors qu’on n’a pas encore nommé son propre gouvernement ? C’est le problème auquel est confronté Michel Barnier. Pour respecter la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), sa copie devait être déposée au Parlement le premier mardi d’octobre. Soit, cette année, le 1^{er}. Un calendrier que les parlementaires demandaient au nouveau Premier ministre de respecter, afin de ménager le maximum de temps pour son examen d’ici à la fin de l’année.

Las. Michel Barnier envisage de décaler le dépôt autour du 9 octobre, a confirmé Matignon à l’Opinion après une information de Politico. Il faut dire que plusieurs étapes doivent être franchies avant que le texte n’atterrisse au Parlement. Il faut que le Haut conseil des finances publiques ait le temps de juger les hypothèses économiques sous-jacentes et le réalisme de la réduction du déficit qui sera retenue. Il faut ensuite que le Conseil d’Etat examine les « articles de chiffres », ceux fixant les grands équilibres, pour apprécier la sincérité de la copie sur la base de l’avis du Haut Conseil. Ce qui nécessite environ 12 jours, au total, selon le président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici.

Respecter le calendrier fixé par la LOLF aurait donc nécessité que la copie soit déjà ficelée. Ce qui aurait signifié que Michel Barnier se serait contenté de reprendre l’ébauche que

Gabriel Attal lui a laissée sur son bureau, sans imprimer ses propres choix. Ou, au contraire, « que Matignon ait déjà préparé tous les arbitrages, sans que les ministres aient leur mot à dire », souligne une source au fait du processus budgétaire. Le Premier ministre tient aussi à ce que le budget soit présenté après sa déclaration de politique générale, puisque ce discours définira sa ligne politique. Et fixer cette ligne ne sera pas simple, compte tenu de la fragmentation de l’Assemblée...

Serré. « Qu’un Premier ministre nommé tardivement ait besoin d’une semaine supplémentaire, cela peut se comprendre », lâche le président socialiste de la Commission des finances du Sénat, Claude Raynal.

Reste que, même pour le 9 octobre, le calendrier reste très serré. Michel Barnier entend-il retoucher « les lettres plafonds », qui fixent les crédits accordés à chacun des ministères, concoctés par Gabriel Attal ? « Ce n’est pas arbitré », évacue-t-on à Matignon, où l’on veut garder les options ouvertes.

Le président de la Commission des finances de l’Assemblée, Eric Coquerel et son rapporteur général, Charles de Courson, ont menacé d’aller chercher directement ces informations à Matignon mardi matin, faute d’avoir reçu en juillet, comme c’est l’usage, un document les résumant, le « tiré à part ». Les équipes de Michel Barnier ont promis de leur adresser une lettre d’explication lundi, puis, à la fin de la semaine, le « tiré à part ». Un compromis qui pourrait contenter Eric Coquerel, qui attendait, lundi en fin d’après-midi, de découvrir le courrier de Michel Barnier pour prendre sa décision.

@mvignaud

Incredible India

Explorez l'Uttar Pradesh:

Une terre de Traditions intemporelles et de Merveilles Spirituelles.

L'Uttar Pradesh est une terre où l'histoire, la culture et la spiritualité convergent dans une harmonie à couper le souffle. Des anciens temples et monuments moghols aux sanctuaires de la faune luxuriante et aux rivières sacrées, this northern state offers an experience for every traveller.

Taj Mahal, Agra

Tourisme Patrimonial

Explorez le riche patrimoine de l'Uttar Pradesh avec trois sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO comme le Taj Mahal, le fort d'Agra et Fatehpur Sikri. Découvrez d'anciens temples à Varanasi et le grand Rumi Darwaza à Lucknow. Cet État offre une tapisserie historique et culturelle diversifiée.

Sarus Crane

Tourisme Culturel

Plongez dans la culture vibrante de l'Uttar Pradesh à travers la danse classique, la musique folklorique et des festivals comme Diwali et Holi. Profitez des spectacles de Ras Lila et de la gracieuse danse Kathak. Le riche art de l'État brille dans la broderie chikankari et les jouets en bois sculptés à la main, mettant en valeur un patrimoine culturel dynamique.

Sarus Crane

Eco-Tourisme

Découvrez la splendeur naturelle de l'Uttar Pradesh grâce à l'écotourisme. Explorez le parc national de Dudhwa, qui abrite les rares rhinocéros à une corne et les grues Sarus, ou embarquez pour des promenades en bateau sereines dans Chambal Safari pour observer les crocodiles Gavial et les dauphins de rivière en voie de disparition. Profitez des paysages luxuriants et de la riche biodiversité de l'État.

Prem Mandir, Vrindavan

Tourisme Spirituel

L'Uttar Pradesh est un centre spirituel qui attire des pèlerins du monde entier. Visitez Ayodhya Ram Mandir, assistez au Ganga Aarti à Varanasi et explorez Sarnath, où Bouddha a donné son premier sermon. À Mathura et Vrindavan, découvrez les traditions divines à travers les temples et Ras Lila, faisant de l'État un épicerie spirituelle pour de nombreuses confessions.

Maha Kumbh, Prayagraj

Maha Kumbh Mela 2025, Prayagraj

Maha Kumbh (14 janvier - 26 février 2025) est le plus grand rassemblement spirituel au monde, organisé tous les 12 ans.

Bathing Dates	
1. Paush Purnima	- 13 janvier 2025
2. Makar Sankranti (1er Shahi Snan)	- 14 janvier 2025
3. Ekadashi Snan	- 21 janvier 2025
4. Mauni Amavasya (2e Shahi Snan)	- 29 janvier 2025
5. Basant Panchami (3ème Shahi Snan)	- 03 février 2025
6. Ratha Saptami Snan	- 04 février 2025
7. Bhisma Ekadashi Snan	- 07 février 2025
8. Maghi Purnima	- 12 février 2025
9. Maha Shivratri	- 26 février 2025

Pour plus d'informations:

www.uptourism.gov.in [UttarPradeshTourism](https://www.instagram.com/UttarPradeshTourism) [uttarpradeshtourism](https://www.facebook.com/uttarpradeshtourism) [uptourismgov](https://www.x.com/uptourismgov)

17 septembre 2024 l’Opinion 3

Repoussé depuis des mois, le programme économique du RN, destiné au monde entrepreneurial, a été dévoilé samedi

Pour draguer les patrons, le RN amende son livret économique

Opération séduction

À l'occasion de la rentrée parlementaire du Rassemblement national organisé ce week-end, **le parti à la flamme se projette d'ores et déjà dans le scénario d'une nouvelle dissolution dans un an.**

Nina Jackowski, Sarah Spitz et Marc Vignaud

« C'EST UN PROGRAMME qui ne s'est pas fossilisé ! », ironisait le cadre Jean-Philippe Tanguy samedi, lors de la présentation du programme économique du RN, en ouverture des journées parlementaires. Une référence au surnom de « fossile fossilisé » dont l'élu a affublé le Premier ministre Michel Barnier - et pour lequel il s'est fait réprimander par la « patronne » Marine Le Pen -, et à son livret économique abandonné depuis six mois dans les cartons.

L'état-major du parti avait choisi de ne pas prendre de risque en officialisant ses propositions à l'aube d'élections. La crainte du fameux « shitstorm » (tempête de merde, ndlr) et du traditionnel procès en incompétence, justifiait un cadre à l'époque. Aucun scrutin n'étant à prévoir avant l'an prochain - l'actualité étant ailleurs en cette rentrée, et le parti souhaitant afficher un certain sérieux -, la date semble idéale pour diffuser ces trente-cinq pages intitulées « La France entreprend - projet de Marine Le Pen ». Cette dernière s'est pourtant... éclipsée lors de la présentation.

L'objectif de ce livret, rédigé à plusieurs plumes, est de recenser les mesures existantes du parti afin de rassurer à la fois les patrons et les marchés, alors que le flou et les hésitations ont dominé la campagne des législatives. Il servira « de base de travail en vue des prochaines échéances électorales nationales », est-il toutefois inscrit dès la deuxième page. « Si des arbitrages sont à faire d'ici à 2027 en raison de la crise budgétaire, les changements pourront être comparés de manière claire », justifie Jean-Philippe Tanguy.

Ce fascicule sonne comme un numéro de drague adressé aux entreprises et au patronat, à l'image de celui entrepris depuis des mois par Jordan Bardella, « pro-business » autorevendiqué. « La commande de Marine était d'avoir un outil de rencontre avec le monde entrepreneurial », détaille un cadre.

TVA. Parmi les grands absents de ce document, figure la très coûteuse baisse de la TVA sur les produits énergétiques. Une mesure qui figurait pourtant dans la première version du livret, selon nos informations. Officiellement, car elle concerne les particuliers et non le monde économique. « On ne voulait pas que ça étouffe le livret », admet toutefois un cadre. Le coût de cette mesure-phare du RN est souvent mise en avant dans les médias, alors que le parti souhaite que les milieux économiques s'intéressent aux autres pistes de leur programme.

Également portée disparue, l'annulation de la réforme de l'assurance chômage souhaitée par l'exécutif, qui prévoyait un nouveau tour de vis sur les chômeurs. Ou encore les mesures en faveur de l'emploi des seniors, pour

Malgré la situation budgétaire, le RN continue de proposer une baisse des impôts de production sur les entreprises

lesquelles le parti avait consacré une proposition de loi. Mais la réforme des retraites portée par Marine Le Pen en 2022 figure bien dans le document.

Le RN soutient une révision des allègements de charge pour « mettre fin aux trappes à bas salaires », dans la droite ligne du rapport des économistes Etienne Bozio et Etienne Wasmer commandé par Elisabeth Borne. Le parti l'attend pour définir la mesure claire et pérenne qui lui manque sur ce thème, pariant que le débat se concentrera davantage sur les salaires en 2027, quand 2022 était marqué par l'inflation.

Malgré la situation budgétaire, la formation à la flamme continue de proposer une baisse des impôts de production sur les entreprises, au travers de la suppression de leur contribution foncière (CFE) ou une exonération de C3S « dans les territoires à reva-



SIPA PRESS

L'objectif du député RN **Jean-Philippe Tanguy** est de rassurer les patrons et les marchés.

loriser ». Ou encore des exonérations de cotisations pendant 3 à 5 ans pour celles qui augmenteraient les salaires de 10%.

Sur son fonds souverain, destiné à financer l'économie française, le RN reprend l'idée de l'institut Rexecode, proche des milieux patronaux, d'accorder une garantie d'Etat sur le capital et même une rémunération minimale pour les Français qui décideraient d'investir dans le fond.

« **Enraciner** ». Autant de mesures difficiles à financer sans creuser un peu plus le déficit public et faire augmenter la dette, d'autant qu'en face, les recettes envisagées reposent notamment sur la lutte contre l'immigration ou la fraude, érigées comme mannes providentielles. Ce qu'elles ne sont pas.

Le RN espère faire des économies en lançant « une simplification législative et réglementaire » concertée avec les acteurs et promet de « réduire fortement le nombre d'agences et

Le programme promet une taxation à 33 % des profits exceptionnels en cas de crise

d'autorités administratives ». Le programme promet, en revanche, une taxation à 33% des profits exceptionnels en cas de crise.

Si l'ambition de Jean-Philippe Tanguy de s'attaquer au « mille-feuille administratif », en supprimant les régions et les intercommunalités, n'apparaît pas dans le livret, elle pourrait ressurgir comme « nouvelle » piste d'économie d'ici à 2027. Mais la mesure divise dans le parti. Marine Le Pen le proposait en 2017, pas en 2022.

En matière sociale, le RN veut aussi « libéraliser » les règles. Il pose sur le papier le principe de « faciliter » la création de nouveaux syndicats et promet des « candidatures libres autorisées » qui permettraient, selon lui, de favoriser « la productivité des entreprises ». Une manière de lutter contre la « politisation » des syndicats représentatifs, soutenait le député de la Somme dans sa présentation, en facilitant la création de « syndicats maison ». Ceux-ci sont réputés plus facilement inféodés aux employeurs.

« Absolument inacceptable », fulmine un cadre syndicaliste. Les centrales représentatives pointent le risque de voir émerger des groupes plus petits, contestataires et déstabilisateurs. Une crainte d'autant plus forte depuis l'essor du mouvement des gilets jaunes. Les centrales refusent tout autant de perdre les règles avantageuses dont elles bénéficient dès le premier tour des élections professionnelles. Du côté patronal, en revanche, la CPME soutient une telle mesure.

Évidemment, la ligne de la formation d'extrême droite reste imprégnée de la préférence nationale, rebaptisée « priorité nationale ». Le volet « enraciner l'économie » propose de réformer le code des marchés publics pour favoriser les entreprises françaises. Et ce, au risque de se voir en retour fermer des marchés à l'étranger.

@Nina_Jacks
@sarah_spitz
@mvignaud

Libertés

La fausse bonne idée de la proportionnelle

La chronique de Monique Canto-Sperber



MONIQUE CANTO-SPERBER

L'adoption d'un scrutin proportionnel serait-elle le remède à la crise démocratique ? De nombreux arguments plaident en sa faveur. Mais l'imprécision de la proposition et l'analyse de ses conséquences sur la liberté politique des électeurs jettent le doute sur le bénéfice démocratique qui en résulterait, surtout dans la réalité politique actuelle : un président de la République doté de pouvoirs importants et des pouvoirs locaux affaiblis.

Le scrutin proportionnel paraît à première vue le seul moyen de faire de l'Assemblée nationale la projection fidèle des choix politiques des électeurs, de « révéler leur volonté profonde », comme disait le général de Gaulle, le résultat attendu étant que si les Français sont 35% à voter pour un parti, les députés de ce parti seront 35% à siéger à l'Assemblée. Voilà qui remédierait au décalage actuel entre le vote populaire et le nombre des députés élus. A titre d'exemple, aux élections de juin 2024, le RN a obtenu 32,05% des voix, et n'a eu que 125 députés (184 avec la proportionnelle).

Préférences. De plus, les petits partis auraient, à la faveur de ce mode de scrutin, une véritable représentation politique. Enfin, le vote de l'électeur serait un vote sincère, qui exprime ses préférences politiques, sans calcul ni vote utile. Les partis politiques n'auraient guère d'intérêt à s'allier avant l'élection, puisque cela ne changerait rien au nombre des voix obtenues par chaque parti, ainsi le PS ne serait pas obligé de s'allier à LFI. Il n'y aurait pas non plus de vote de barrage, de front républicain, et encore moins de vote en se bouchant le nez.

Un autre bénéfice attendu de la proportionnelle a trait au type d'Assemblée qui résulterait d'un tel scrutin et au mode de fonctionnement que celle-ci devrait adopter. Etant donné la donne politique qui prévaut depuis sept ans, un paysage politique dominé par trois groupes, il est très peu probable qu'après un vote « à la proportionnelle » un parti obtienne une majorité absolue au

« On peut espérer que la proportionnelle renforcerait le rôle de l'Assemblée et limiterait les pouvoirs du Président puisqu'ils ne seraient plus relayés par une majorité parlementaire »

Parlement. Les alliances et coalitions, accords de participation, de soutien ou de non-censure deviendraient donc une obligation. Ce qui laisserait espérer que la conflictualité politique à vif que nous connaissons aujourd'hui s'atténue, l'adversaire politique n'étant plus vu comme un ennemi, mais comme un partenaire possible.

On peut espérer aussi que la proportionnelle renforcerait le rôle de l'Assemblée et limiterait les pouvoirs du Président puisqu'ils ne seraient plus relayés par une majorité parlementaire.

Sincérité du vote, fidélité de la représentation, majorité fondée sur des accords, et surtout reflet de la réalité politique d'aujourd'hui (dispersion des votes, affaiblissement des partis de gouvernement, partage en trois blocs), meilleur équilibre des pouvoirs, la proportionnelle promet beaucoup. Est-ce réaliste ?

D'abord, de quelle proportionnelle s'agit-il ? Un scrutin de liste assurément, mais défini

dans quel cadre ? National (jamais pratiqué en France, mais en vigueur pour les élections européennes) ou départemental comme ce fut le cas le 17 mars 1986 ? Un problème majeur se pose toutefois avec les départements qui élisent 2 ou 3 députés (pour lesquels la proportionnelle ne changerait pas grand-chose), tandis que d'autres en élisent une dizaine ou plus.

D'où la proposition d'un système mixte qui panache scrutin majoritaire pour les départements de moins de 4 députés et scrutin de liste pour les autres. La question reste aussi ouverte de savoir s'il y aurait une prime pour le candidat arrivé en tête, la possibilité de marquer une préférence pour un candidat de la liste et quel serait le type de calcul.

Stabilité. Plus fondamentalement, les espoirs suscités par le scrutin proportionnel risquent bien de se révéler illusoire. D'abord sur le fonctionnement de l'Assemblée ainsi élue : rien ne garantit sa stabilité, surtout avec des partis politiques sur la défensive et qui ont tous en ligne de mire l'élection présidentielle à venir, avec l'espoir de faire élire une majorité de députés.

Rien n'entamerait davantage leurs chances de victoire que de se diluer dans des coalitions sans véritable cohésion. Autrement dit, tant que nous vivons dans une Constitution où le pouvoir présidentiel reste le cœur de la vie politique et se trouve doté d'autant de leviers d'action sur l'Assemblée (dissolution, nomination du Premier

« Notre système électoral est imparfait, mais il est censé permettre de dégager une majorité de gouvernement. On ne peut pas exclure d'adopter un scrutin proportionnel mais sans illusions sur ce qu'il permet »

ministre, référendum), il n'est pas sûr que la proportionnelle facilite les compromis. Les assemblées qui dans de nombreux pays d'Europe sont ainsi élues gouvernent en effet par coalition, mais aucune d'elle n'a face à elle un président doté des pouvoirs prévus par notre Constitution.

Ensuite, il est paradoxal de présenter la proportionnelle comme un remède à la crise démocratique alors que son premier effet semble d'affaiblir la représentation politique. Elle substitue au député qui, à partir d'un territoire et des intérêts particuliers de ses électeurs, peut convertir son expertise en une participation au service de l'intérêt général, un député qui, dans l'hypothèse d'un scrutin de liste départemental, serait choisi par la direction de son parti, selon les intérêts de ce parti et à une place dont il est peu probable qu'elle reflète les préférences des citoyens. Ce n'est guère souhaitable surtout dans un moment où les pouvoirs locaux sont affaiblis.

Enfin, l'électeur reconnaîtra-t-il son vote dans la structuration finale de l'Assemblée ? Il votera pour un parti dont il ignore au moment de son vote dans quelle alliance il se trouvera, et surtout quelles en seront les intentions et le programme. Souhaitera-t-il que les petits partis avec peu de voix deviennent en fait des partis charnières à l'Assemblée ?

La liberté politique est fondée sur le choix du gouvernant et la participation éclairée aux affaires politiques, elle doit toujours maintenir ouverte la possibilité de l'alternance. Or le scrutin proportionnel rend celle-ci peu vraisemblable, quasi impossible, il contribue plutôt à perpétuer les alliances molles au centre. Quel que soit le vote de l'électeur, les partis qui formeront la coalition au pouvoir seront souvent les mêmes. Est-ce là la revitalisation souhaitée de la vie démocratique ?

Notre système électoral actuel est très imparfait, mais il est censé permettre de dégager une majorité de gouvernement. On ne peut pas exclure d'adopter un scrutin proportionnel, faute de mieux, mais sans illusions sur ce qu'il permet et en sachant que pour lui donner une chance, il faudrait d'abord modifier les pouvoirs du Président, les pratiques politiques et renforcer les pouvoirs locaux.

@canto_sperber

Monique Canto-Sperber est universitaire, présidente du think tank GénérationLibre ; elle a publié plusieurs livres dont « Sauver la liberté d'expression » (2021).

Retrouvez toutes nos chroniques sur lopinion.fr

Recul du gouvernement sur les soutiens publics à la transition écologique, nouveau projet de taxe... Rien ne va !

Le gros coup de blues des énergéticiens du renouvelable

Vents mauvais

Le Syndicat des énergies renouvelables tient son colloque annuel ce mardi à l’Unesco, à Paris.

Irène Inchauspé

PARFOIS, LES PLANÈTES se « désalignent ». Jules Nyssen, président du Syndicat des énergies renouvelables (SER) en sait quelque chose. « C’est un peu compliqué, en ce moment nous n’avons pas d’interlocuteur au gouvernement alors que les arbitrages budgétaires sont en cours, reconnaît-il. Et je crains que tout ce qui concerne la transition écologique passe davan-tage par des pertes que par des profits. »

Lundi 16 septembre, il a été auditionné par le député insoumis Maxime Laisney. Ce dernier est rapporteur pour avis, pour la commission des affaires économiques, sur les crédits éner-gie dans le cadre du projet de loi de finances 2025. « Cela s’est bien passé, nous sommes sur la même longueur d’onde sur la nécessité de soutenir les filières pour assurer la décarbona-tion, raconte le président du SER. Mais, pour l’instant, ce sont juste des paroles en l’air, on verra bien dans la loi de finances. » Jules Nyssen regardera la manière dont les pouvoirs publics soutiennent les différents dispositifs, comme MaPrimeRénov, le Fond Vert et le soutien au dé-veloppement des véhicules électriques. « Si l’on revient dessus, on risque de tuer la dynamique de la transition », prévient-il.

Les acteurs du secteur des énergies vertes ont un autre motif d’inquiétude : l’arrivée pos-sible d’une nouvelle taxe. Ils s’acquittent déjà de la « contribution sur les rentes inframargi-nales » (Crim) des producteurs d’électricité. Son objet était de récupérer un pactole auprès de ces derniers, accusés de s’être indûment enrichis grâce à la flambée des prix de l’énergie consécutive à la guerre en Ukraine.

Les recettes devaient financer, au moins en partie, le bouclier tarifaire sur l’énergie ac-cordé aux Français. Elle a rapporté bien moins que prévu : 400 millions d’euros en 2022, 300 millions en 2023 et sans doute seulement 100 millions en 2024. « Je reconnais bien vo-lontiers que nous avons échoué en 2023 à récu-pérer ce que nous aurions dû récupérer sur les énergéticiens », a expliqué Bruno Le Maire lors de son audition, le 9 septembre, devant la com-mission des finances de l’Assemblée nationale. « C’est normal, les prix de l’électricité ayant baissé, les marges sont moins élevées », rap-pelle Jules Nyssen.

Calendrier. Le ministre démissionnaire de l’Economie a donc imaginé autre chose. « Nous avons laissé une proposition de contri-bution de la rente inframarginale, très diffé-rente de celle de 2023 », a-t-il expliqué. Par exemple, une taxe sur les installations de pro-duction ou centrales électriques dépassant 260 mégawatts. « Taxer plus EDF, entreprise 100 % publique, qui produit une énergie à 90 % décarbonée, est absurde, a déclaré Agnès Pannier-Runacher sur TFI le 13 septembre. Quel intérêt pour le climat ? Pourquoi taxer le nucléaire ? Les Français ont-ils envie de payer leur électricité plus chère ? »

La ministre de la Transition énergétique du gouvernement Borne a oublié de dire que cer-taines installations photovoltaïques et éoliennes en mer dépassent aussi la capacité indiquée par Bruno Le Maire. En tout cas, la perspective qu’il a évoquée inquiète les industriels du secteur, qui y voient une taxe de production venant peser sur leurs capacités d’investissement.

Opposés sur l’opportunité d’une telle me-sure, les deux ministres ne devraient pas faire partie du nouveau gouvernement. Et il n’y aura pas de membres du gouvernement, contrairement aux années passées, pour lancer le col-loque du 17 septembre, rituelle grand-messe qui réunit, depuis 25 ans, les fidèles et apôtres des énergies vertes. Ils ont tous bien entendu la phrase de Michel Barnier, qui met sur un même plan la dette écologique et la dette financière du pays. Ils aimeraient que cela se traduise par un ministère de plein exercice. Pour mémoire, le ministère de la Transition énergétique avait été supprimé dans le gouvernement Attal, et le por-tefeuille de l’Energie rattaché à celui de l’Indus-trie et donc à Bercy, au grand dam du secteur.

Enfin, plusieurs textes essentiels et maintes fois reportés, sont attendus : la programmation pluriannuelle de l’énergie, la stratégie nationale bas-carbone, le plan national d’adaptation au

changement climatique, et une loi de program-mation énergie-climat. Comme on attend la réponse de l’Etat au débat public sur l’éolien en mer d’ici au 26 septembre. Le gouvernement de Gabriel Attal s’était engagé, avant la dissolution, à publier ce mois-ci une cartographie de l’im-plantation des futurs parcs d’ici à 2035 en vue de lancer un appel d’offres dans les prochains mois, mais le calendrier pourrait lui aussi ne pas être respecté. Décidément, quand ça veut pas, ça veut pas.

@iinchauspe



SIPA PRESS

Certaines installations photovoltaïques dépassent les 260 mégawatts, capacité au-delà de laquelle une taxe pour financer le bouclier tarifaire est envisagée.

Le Premier ministre britannique s’intéresse notamment à l’accord de sous-traitance passé par Rome avec l’Albanie

Immigration illégale : Meloni, la muse de Keir Starmer

Voyage d’étude

Les deux dirigeants se sont rencontrés à Rome lundi. « Il y a eu ici une réduction as-sez spectaculaire (des entrées de migrants clandestins), donc je veux comprendre comment cela s’est produit », a déclaré Keir Starmer.

Chloé Goudenhoofft (à Londres)

FORT DE SON PRAGMATISME légendaire, Keir Starmer n’a pas peur d’explorer toutes les solutions en matière d’immigration. Ce lundi, c’est même en Italie qu’il est allé chercher l’inspiration. Selon Frontex, l’agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, les traversées irrégu-lières de la Méditerranée en direction de ce pays ont en effet diminué de 64 % sur les huit premiers mois de 2024. « [En Italie], il y a eu des réductions drastiques et je veux savoir comment cela s’est produit », a expliqué le Premier ministre britan-nique. Keir Starmer a ainsi réaffirmé sa vision préventive du problème, en commençant par s’attaquer en priorité aux groupes criminels qui organisent la traversée de la Manche. Il attribue notamment le résultat du gouvernement italien au travail effectué en amont par la Première ministre Giorgia Meloni « avec les pays d’où pro-viennent les migrants et par lesquels il est pos-sible d’obtenir des informations », a-t-il détaillé.

Critiques. Mais Keir Starmer a aussi reconnu avoir discuté avec elle « du concept » sur lequel repose l’accord passé entre l’Italie et l’Albanie. Signé en novembre 2023, ce plan controversé consiste à faire réaliser en Albanie le traitement des demandes d’asile pour l’Italie. En ce sens, Keir Starmer poursuit le travail de son prédéces-seur Rishi Sunak, qui s’était également intéressé à cet accord, au grand dam de certains députés travaillistes. La parlementaire du Labour Diane Abbott a par exemple demandé sur X ce que le leader travailliste pouvait bien vouloir apprendre d’une « fasciste » en la matière.

Trois plaintes ont été déposées par des citoyens et des ONG, pointant le non-respect d’une décision de Karlsruhe datant de 2021

Allemagne: la loi sur le climat devant la Cour constitutionnelle

Environnement

Les organisations Greenpeace et Ger-manwatch ont déposé lundi un recours constitutionnel contre la réforme de la loi de protection du climat promulguée en juillet. Plusieurs dizaines de milliers de per-sonnes y sont associées. **La plainte pointe une dilution de l’ambition de la poli-tique climatique de Berlin au mépris des jalons posés en 2021 par Karlsruhe.**

Luc André (à Berlin)

C’EST UN RECOURS DE MASSE : près de 55 000 Al-lemands ont déposé lundi une plainte conjointe, coordonnée par deux ONG environnementales, contre la dernière mouture de la loi de protec-tion du climat. Il s’agit de la troisième saisine depuis la promulgation du texte à la mi-juillet. Toutes ciblent une dilution de l’ambition clima-tique du gouvernement fédéral.

Le texte, négocié par la coalition du chan-celier Olaf Scholz pendant de long mois, n’a pas modifié la trajectoire globale de la réduction des émissions de CO₂. Berlin vise toujours une réduc-tion de 65 % d’ici à 2030 par rapport au niveau de 1990. Il a même ajouté une étape en 2040 (-88%) sur la route de la neutralité carbone ciblée en 2045. Mais le compromis a enterré un instru-ment historique : les objectifs contraignants de réduction d’émissions de CO₂ par secteur (pro-duction d’électricité, industrie, logement, trans-ports, agriculture, déchets), au profit d’un objec-tif global. Dans ce système, les secteurs vertueux peuvent compenser les déficits de ceux qui sont à la traîne comme les transports ou le logement.



SIPA PRESS

La Cour constitutionnelle allemande considère que l’absence de jalons annuels impératifs dans la feuille de route de réduction des émissions de CO₂ conduit à repousser les mesures nécessaires.

Berlin fait également l’économie du mécanisme de réaction automatique en cas d’émissions trop importantes. Jusque-là, le ou les ministères concernés devaient présenter un plan d’urgence sous trois mois. Désormais, une réaction ne sera nécessaire que si la trajectoire de réduction des émissions de CO₂ ne respecte pas les jalons pré-vus deux années de suite.

La loi de 2024 « n’offre aucune garantie effective des objectifs ou de mesures de suivi appropriées en cas de manquement. La pres-sion en faveur d’une transformation est élimi-née et la charge de la réduction des émissions est repoussée dans le futur », analyse Fran-cesca Mascha Klein, experte juridique chez l’ONG Germanwatch, associée à Greenpeace à la plainte déposée lundi. Or, il y a trois ans, les « sages » de Karlsruhe ont justement proscrit une telle démarche dans un arrêt retentissant. Déjà saisi par des particuliers, ils avaient consi-déré que l’absence de jalons annuels impératifs dans la feuille de route de réduction des émis-sions de CO₂ conduisait à repousser les mesures nécessaires. Et par conséquent à réduire la li-berté des générations futures puisqu’il faudrait prendre des mesures beaucoup plus radicales pour faire face au changement climatique. « La Cour peut dès aujourd’hui constater une viola-tion de droits fondamentaux alors même que la restriction des libertés interviendra plus tard », explicite Mme Klein.

Le recours déposé ce lundi développe un nouvel argument autour de l’inégalité face aux conséquences du changement climatique. Si rien n’est fait, les mesures radicales que Berlin se-rait amené à prendre dans la prochaine décennie « toucheraient certains groupes de personnes particulièrement durement : les personnes à re-venus modestes, celles dépendant d’une mobi-lité individuelle car elles habitent à la campagne ou physiquement handicapées. Si on ne change pas de ligne dans le secteur des transports, elles risquent une limitation massive de leur mobilité et des libertés associées, et des mesures d’inter-diction – de circuler ou de conduire certains types de véhicules – et/ou des prix prohibitifs pour le CO₂ », soulève Marissa Reiserer, experte mobilité-climat chez Greenpeace Allemagne.

Transports. En conséquence, les plaignants réclament des mesures concrètes dans le sec-teur des transports. Berlin s’est, par exemple, opposé jusqu’ici à une limitation de la vitesse sur autoroute, une vache sacrée des libéraux au sein de la majorité et des conservateurs comme de l’extrême droite dans l’opposition. Traîner à réduire les émissions des transports induira un effort insurmontable au niveau des ventes de voi-tures électriques pour compenser, préviennent Greenpeace et Germanwatch sur la base d’une expertise. Il faudrait, selon le scénario, rempla-cer de 2 à 5 millions de véhicules thermiques par an et de surcroît investir des milliards d’euros supplémentaires dans le ferroviaire.

Les différentes argumentations sont nour-ries par une crainte : la surestimation du réser-voir d’émissions dans la feuille de route gouver-nementale. En juin, le comité d’experts conseil-lant l’équipe d’Olaf Scholz sur les questions climatiques (EKR) a conclu que Berlin n’allait pas remplir son objectif 2030. Soit des émis-sions supplémentaires à éliminer sur la période ultérieure. Or, la trajectoire post-2030 ne corrige pas ce déficit selon le rapport de l’EKR, bien au contraire. Il identifie un surplus de 248 millions de tonnes en 2040 et anticipe que la neutralité carbone ne sera pas atteinte en 2050.

Le président algérien prête serment ce mardi au Palais des nations à Alger. Il est ensuite attendu en fin de semaine à l’assemblée générale des Nations unies à New York

Algérie: comment Abdelmadjid Tebboune reprend la main après le pataquès électoral

L’Etat, c’est moi !

Le président Abdelmadjid Tebboune prêterait serment devant les plus hautes instances du pays ce mardi au Palais des nations à Alger. **Dimanche, la Cour constitutionnelle a confirmé la réélection d’Abdelmadjid Tebboune avec 84,3% des voix contre 94,65% initialement annoncées par la commission électorale.** Il devance l’islamista modéré Abdelaali Hassani (9,56%) et le socialiste Youcef Aouchiche (6,14%). Le taux de participation a aussi été revu à 46,1%.

Pascal Airault

REPRENDRE LA MAIN rapidement et ne pas laisser s’installer le doute. Abdelmadjid Tebboune ne veut pas traîner. Deux jours après la reconnaissance de sa victoire par la Cour constitutionnelle, le président algérien sera investi mardi au Palais des nations à Alger pour son second mandat. Le

chef de l’Etat tentera de faire oublier le pataquès électoral des derniers jours qui lui laisse un goût amer. Dans l’entourage du président, on rappelle que pour la première fois dans l’histoire du pays, l’organisation d’un scrutin présidentiel avait été confiée à une autorité indépendante, l’Anie.

Cette rupture avec les pratiques du passé – jusqu’alors les opérations de vote, de dépouillement et de traitement des résultats étaient pilotées par le ministère de l’Intérieur – ne s’est passée comme prévu, particulièrement en raison du tripatouillage organisé par l’Anie et la communication désastreuse de son président, Mohamed Charfi. Ce dernier a initialement annoncé un taux de participation de plus de 48%, incompatible avec le nombre d’électeurs ayant pris part au vote, 5,6 millions sur plus de 24 millions d’inscrits. En fait, l’Anie l’a calculé en établissant la moyenne des taux de participation dans les différentes wilayas (préfectures) sans tenir compte de leur poids électoral... Une ficelle un peu trop grosse.

Plus grave, l’Anie aurait largement sous-évalué le nombre d’électeurs, selon les responsables de la campagne des trois candidats, ce qui les a poussés à porter réclamation. Certains imputent la faute au logiciel interne de compilation des résultats. D’autres à des pratiques plus sournaises.

« Le président est très déçu et a mal vécu le fait que la crédibilité de l’Etat ait été mise à mal, assure un fidèle du chef de l’Etat. Le pays a été la risée du monde, c’est à se demander s’il ne faut pas que ce soit le ministère de l’Intérieur qui organise à nouveau le scrutin. On peut s’attendre à du changement pour l’organisation des législatives de l’année prochaine. »

Mains libres. Après sa prestation de serment, mardi, le président va reprendre l’initiative diplomatique. Il sera à New York la semaine prochaine pour l’assemblée générale annuelle des Nations unies, où il pourra recevoir de vive voix les félicitations de ses pairs. Il y défendra la cause palestinienne comme il le fait à chaque

occasion. Actuellement membre du Conseil de sécurité, l’Algérie est le porte-voix de la Palestine à l’ONU. Elle plaide pour un cessez-le-feu à Gaza et la création d’un Etat palestinien. Autre dossier sur lequel Alger se montre actif: le Sahel, considéré comme étant sa profondeur stratégique.

« L’Algérie devrait avoir une attitude plus pragmatique sur la scène internationale », ajoute le proche du chef de l’Etat. A son retour de New York, le dirigeant algérien se replongera dans la politique intérieure. Il devra composer l’architecture de l’équipe qui devrait l’épauler pour le second mandat. On peut s’attendre à des changements à la présidence et au gouvernement. Pour ce second et dernier mandat, Tebboune a les mains libres. Il n’a rien promis à personne, même aux partis qui l’ont soutenu.

« Le chef de l’Etat devrait injecter de nouvelles compétences au sein de l’Etat, prédit son proche. Après avoir procédé à pas mal de changements durant le premier mandat, il devrait faire du qualitatif lors de ce second mandat. » Son ambition est de poursuivre les réformes enga-

A son retour de New York, le dirigeant algérien se replongera dans la politique intérieure. Il devra composer l’architecture de l’équipe qui devrait l’épauler pour le second mandat

gées en 2020. Son principal défi sera de débureaucratiser l’administration et de réformer le secteur bancaire pour libérer le secteur privé.

La situation économique s’est améliorée depuis la fin de la crise sanitaire. Les autorités ont ramené l’inflation à 6%, encore trop pour les Algériens, qui se plaignent de la hausse du coût de la vie. Pour y faire face, les autorités encouragent particulièrement la production nationale. La croissance devrait atteindre 3,8% cette année, la dette est maîtrisée, les réserves ont augmenté à plus de 70 milliards de dollars. Ce qui laisse des marges de manœuvre pour achever sa politique de grands travaux, de logements sociaux, de corridors routiers et ferroviaires.

« L’un des enjeux du quinquennat est la transition énergétique, poursuit le proche du chef de l’Etat. Le pays consomme de plus en plus de gaz et en aura de moins en moins à exporter. Il nous faut trouver des énergies alternatives pour maintenir nos multiples partenariats stratégiques avec nos partenaires étrangers. Ce sera le cas de l’hydrogène. » Le développement des partenariats dans le domaine de l’hydrogène avec les pays européens entrera dans le cadre du déploiement du mécanisme d’ajustement carbone aux frontières de l’UE, qui vise à prévenir les fuites de carbone.

Le chef de l’Etat devrait s’attaquer enfin aux chantiers de l’éducation et de la santé. « Nous avons réussi le plus difficile en remettant l’Algérie au travail, conclut le proche du chef de l’Etat. Nous produisons aujourd’hui la plupart des biens que nous consommons. Il faut s’attaquer dorénavant à la qualité de vie des citoyens, cela passera par une amélioration des dispositifs de santé et d’éducation. »

@P_Airault



SIPA PRESS

La Cour constitutionnelle algérienne a confirmé la victoire d’**Abdelmadjid Tebboune** à l’élection présidentielle.

2024 :
l’Odyssée
de l’IA

Un événement de l’Opinion
#lOdysséedellA

MARDI 1^{ER} OCTOBRE 2024

THÉÂTRE DE LA TOUR EIFFEL

4, square Rapp – 75007 Paris

18h00-22h30

Platinum

Silver

Avec le soutien de

Le guide exclusif des 100 qui font l’IA en Europe

Fournisseur officiel

L’abus d’alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération

Informations et inscriptions :
<https://lodyssée-de-lia.lopinion.fr/>

« Face à un monde dangereux, les Français se sentent plus fragiles et moins résistants qu'il y a quarante ans »

Un poste d'observation formidable que le cabinet d'un psy. Depuis la fin des années 1970, Sylvie Wieviorka a vu toutes les facettes du mal-être des Français, recordmen connus des anxiolytiques. Mais sait-on aussi que leurs enfants consomment 179 % plus d'antidépresseurs qu'en 2010 ?

Que s'est-il passé dans la tête des Français ? le titre de votre livre aiguisé forcément la curiosité. Quelle est la réponse ?

Pour le dire rapidement, les Français sont plus fragiles, moins résistants qu'avant. Il y a quarante ans, quand j'ai débuté, les personnes venaient moins en consultation pour des problèmes familiaux, conjugaux ou liés à leur vie au travail. Elles « vivaient avec ». La tendance a été de pathologiser des problèmes de la vie courante, de les déconnecter du contexte dans lequel on vit. Le mouvement est double : à la fois beaucoup de progrès, d'ouverture d'esprit de la société en général mais aussi une exacerbation du sentiment d'être fragile dans un monde dangereux.

Vos en-têtes de chapitres synthétisent cette tendance : « 1984 : Je ne m'entends plus avec mon mari. 2024 : Mon mari est un pervers narcissique ». Ou « 1984 : Mon fils ne fait rien à l'école. 2024 : Mon fils est HPI ».

La façon d'exprimer un mal-être et de le prendre en compte a profondément changé. Elle éclaire beaucoup sur la relation entre les individus et la société, sur les évolutions de celle-ci. Jusque dans les années 1980, seuls les « fous » allaient consulter. Il était question de « maladie mentale », pas de « troubles psys ». Quand on parle de « HPI » (Haut potentiel intellectuel), de « TDAH » (Trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité, ndlr) ou de « pervers narcissique », on sous-entend qu'on est dans le registre de la pathologie mentale. A force d'avoir vu émerger ces « troubles psys » et d'en entendre parler à longueur d'internet, l'opinion publique est confortée dans l'idée que les Français vont plus mal qu'avant.

Quels sont les ressorts de ce que vous appelez « la médicalisation de l'échec scolaire » ?

Autrefois, l'échec scolaire était attribué à une carence morale et éducative de l'enfant, qu'on mettait alors à l'écart. Peu à peu, la notion de « troubles de l'apprentissage » a fait son chemin. A partir de 2005, de plus en plus d'enfants sont adressés à des spécialistes psys à l'extérieur de l'école pour des difficultés qui semblaient avant pouvoir être résolues par des méthodes pédagogiques adaptées. On a vu apparaître des cohortes de dyslexiques, dysgraphiques, dyscalculiques, etc., sans parler des HPI et TDAH, la question de « l'enfant surdoué » étant surtout posée pour les garçons et parmi les familles aisées. L'école peine aujourd'hui à faire face à tous ces « publics ». Les enseignants ne sont pas formés pour. Les parents attendent, eux, la meilleure éducation possible pour leur enfant. Cela forme un mélange détonnant ! Coller une étiquette pathologique à un enfant n'est pas forcément dans son intérêt. Mais la solution est commode pour tout le monde : il ira voir un orthophoniste ou il prendra un petit traitement pour le calmer un peu... Des troubles hâtivement diagnostiqués corrigés par des médicaments psychotropes : voilà le danger. L'inflation des « dys » interroge. Les enfants et les adolescents ne sont pas brutalement devenus déprimés ou souffrant de troubles de l'attention. Mais de tels « diagnostics » - des réponses se voulant scientifiques, non culpabilisantes - soulagent tout le monde.

Que dites-vous aux parents qui viennent consulter ?

Essayez de ne pas mettre trop de pression sur vos enfants. Vos attentes sont fortes mais laissez-les rêver, ne surchargez pas leur emploi du temps, dialoguez avec leurs enseignants, ne vous érigez pas en censeurs, soyez patients. Globalement, les enfants doivent aller bien.

Votre chapitre consacré à l'homosexualité et à la question de l'identité de genre se termine par cette phrase : « La division de l'humanité en deux catégories clairement délimitées, le masculin et le féminin, a vécu ». Qu'en est-il ?

Nous ne reviendrons plus sur la distinction entre sexe biologique et sexe social. J'ai débuté en psychiatrie en considérant comme une richesse la phrase de Simone de Beauvoir : « On ne naît pas femme, on le devient ». Cette idée que le fait de se vivre comme homme ou femme est une construction humaine et sociale, que la question du genre n'est pas clairement tranchée à la naissance, que chacun est libre de se construire comme il l'entend, commence à vraiment passer dans les mœurs.

La question transgenre continue, elle, de diviser, les plus critiques l'attribuant à un « phénomène de mode ».

Vous dire qu'à 74 ans, alors que cette problématique de l'identité de genre n'a longtemps concerné qu'un public de prostitués et de travestis, je n'ai pas été étonnée par la place qu'elle prenait dans la société, serait inexact. Dans l'enquête Ipsos-LGBT + de 2023, la notion de genre est très présente parmi les moins de 26 ans. Les adolescents, on le sait, sont suggestibles. Leurs interrogations sur la sexualité peuvent prendre de multiples formes comme l'anorexie, le refus de la féminité, la rébellion contre l'autorité parentale mais on ne peut réduire le sujet de la transidentité à un phénomène de mode. Dans quelques années, on y verra sans doute plus clair. Je note aussi que « l'unisexe » gagne dans la façon de s'habiller, que le partage des tâches domestiques est de plus en plus fréquent. A différents degrés, la question du genre connaît une évolution sensible dans notre société.

« Essayez de ne pas mettre trop de pression sur vos enfants. Laissez-les rêver, ne surchargez pas leur emploi du temps »



PH. MATSAS / BUCHET-CHASTEL

« Le travail, c'est la santé... », écrivez-vous. Vous en êtes convaincue ?

Jusque dans les années 2000, c'était le chômage, le problème et le travail, la solution. Le harcèlement moral fait son entrée dans le Code du travail en 2002. Disons que, pendant longtemps, les gens étaient plutôt satisfaits s'ils étaient bien payés, pas mal traités et, encore mieux, si leur travail était valorisant. Aujourd'hui, la difficulté vient souvent d'un surinvestissement qui provoque des attentes inatteignables. A défaut de trouver un équilibre personnel dans sa famille, parmi ses amis, on le cherche dans le travail qui devient la variable d'ajustement et la source d'immenses déceptions. Le paradoxe est que, ces dernières décennies, les conditions de travail (35 heures, télétravail, etc.) se sont objectivement améliorées.

Vous soulignez l'ironie des « chèques psys » que certaines entreprises offrent à leurs salariés.

Proposer de consulter un professionnel peut sembler une bonne idée mais cela peut aussi éviter à l'entreprise de s'interroger sur les causes du malaise ressenti. Au professionnel psy, cela pose aussi un problème éthique : jusqu'où adhérer à cette démarche de l'entreprise ? Ce que j'ai constaté, en quarante ans de pratique, c'est que le management toxique, les consignes contradictoires, les injonctions qui font tourner en bourrique, cela existe, malheureusement !

L'exigence de « réussir sa vie » se double d'une aspiration nouvelle à la sécurité malgré la crise climatique, la Covid, le terrorisme et d'autres maux, constatez-vous.

Les années 1980 étaient plus optimistes. Aujourd'hui, il faut « réussir », être créatif, ne pas être addict, ne pas fumer, ni boire. Comment voulez-vous que les personnes fragiles, qui s'estiment incapables de rejoindre ces « idéaux », ne se sentent pas mal ? La société, même si elle n'est pas seule en cause, participe à la création et au maintien des troubles psys.

La crise de la Covid a-t-elle marqué un tournant dans la santé mentale des Français ?

On revit, certes, « comme avant » mais, dans la mémoire collective, cette période marquera une prise de conscience de notre vulnérabilité. Quand j'ai commencé ma carrière, on pensait que ces histoires de virus, de bactéries, étaient derrière nous puis le sida a marqué une première alerte. En 2020, voilà un virus qui mute à l'autre bout du monde. La déstabilisation provoquée par l'épidémie, le confinement ont souligné, s'il en était besoin, l'importance du contexte familial et social dans l'émergence des troubles psys.

« Nous verrons dans l'avenir émerger de nouveaux troubles et en disparaître d'autres », concluez-vous. Quel est le prochain ?

Je n'en ai pas la moindre idée ! Ce qui est certain, c'est le mal-être psy est très corrélé aux évolutions de la société. Les sujets du rapport aux écrans, du genre, de la dépression des personnes âgées, de la fin de vie vont continuer de nous tarauder.

Interview Marie-Amélie Lombard-Latune @malombard



40 nuances de Français

Après son internat à la fin des années 1970, Sylvie Wieviorka a exercé dans la Somme, en hôpital psychiatrique, en consultations, a dirigé un centre de soins pour toxicomanes à Paris. Elle publie : *Que s'est-il passé dans la tête des Français ?* (Buchet Chastel, septembre 2024).

Identités
L'impossible
équation
européenne

La chronique
de Hakim
El Karoui



Mario Draghi a beaucoup de qualité : la principale est peut-être la franchise. Dans son récent rapport consacré à la compétitivité de l'économie européenne, il dit les choses avec force : l'Europe risque le décrochage économique qui se traduira inmanquablement par des tentations antidémocrates.

Les États-Unis et la Chine ont des stratégies claires : la Chine a investi dans les technologies de la transition climatique avec l'intention de tuer le marché à un moment où sa demande intérieure ralentit. Les fabricants non chinois de voitures et de batteries électriques, de panneaux solaires et d'éoliennes, et aussi d'aciers, souffrent et vont souffrir demain.

Les Américains eux ont une stratégie différente : ils ont laissé aux Chinois les technologies de la transition en investissant sur les puces de dernières générations, dans l'intelligence artificielle et les logiciels. L'insolent succès de Nvidia témoigne de la réussite de cette stratégie, tout comme la marche en avant pour l'instant non entravée des « Sept magnifiques » (Apple, Google, Amazon, Nvidia, Tesla, Meta, Microsoft). L'autre pilier de leur stratégie, c'est leur plan d'investissement industriel qui, couplé avec le faible prix de l'énergie aux États-Unis, leur permet d'engager une trajectoire de réindustrialisation et de souveraineté sur les technologies du présent et du futur.

Drame. L'Europe, elle, manque de stratégie. Pour une raison simple : l'Europe n'est pas un pays mais une coalition d'États qui cherchent à construire des intérêts communs. Or, et c'est le drame des Européens, l'euro, qui devait créer de la convergence économique, a, au contraire, accéléré les divergences en permettant les spécialisations territoriales grâce au marché unique et à la suppression du risque de change. L'Allemagne et le Nord de l'Europe ont capté les flux industriels en arrimant l'Europe de l'Est à leurs chaînes de production, laissant au Sud les services à faible valeur ajoutée. Atteinte par le vieillissement précoce de sa population, l'Allemagne ne souhaite, en outre, ni investir pour les autres, ni payer leurs dettes. Les intérêts divergent donc.

Rien de neuf. C'était déjà le cas au moment de la crise financière de 2008-2011 et l'attitude allemande avait failli détruire l'euro. Il y a fort à parier aujourd'hui que les mêmes causes vont produire les mêmes effets. Déboussolée par les transformations géopolitiques qui ont cassé son modèle économique fondé sur l'énergie russe peu chère, la demande du marché chinois et le parapluie stratégique américain, l'Allemagne est en panne de croissance et ses industriels investissent en Chine et aux États-Unis, qui sont dynamiques, mais pas sur son sol. Pourquoi le ferait-elle en Europe, sachant qu'elle ne fait aucune confiance aux Français englués dans leurs dépenses publiques.

Que va-t-il se passer par conséquent ? Rien ou presque rien. Et en tout cas, les investissements arriveront trop tard... Tant que l'Europe n'aura pas refondé sa stratégie en analysant ses divergences, elle restera trop lente à la détente.

@helkaroui



7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Europe 1

30%30%30%30%30%30%
0%30%CHOISISSEZ30%30%
30%UNE BANQUE QUI30%
30%30%A CHOISI30%30%
%30%DE MISER SUR30%30%
0%30%LE TALENT30%30%
0%D'OÙ QU'IL VIENNE30%
0%30%30%30%30%30%30%

Nous recrutons **plus de 30%*** d'**alternants issus de quartiers prioritaires et de zones rurales**. C'est ça être une entreprise à mission.
Retrouvez tous nos engagements sur cic.fr/engagements



Construisons pour que le monde bouge.

AUSTRALÉCAD

Ces enfants conçus pour servir de couverture à des espions russes

« Ludwig » et « Maria » ont vu leur carrière clandestine s'achever brutalement : démasqués en tant qu'espions de Moscou, ils ont été arrêtés alors qu'ils venaient juste de terminer leur petit-déjeuner dans leur maison de banlieue. Mais il y a un peu plus d'un mois, alors qu'ils s'envolaient vers la liberté à bord d'un jet Bombardier à la faveur d'un échange de prisonniers épique, leurs préoccupations étaient toutefois surtout familiales : comment annoncer la nouvelle aux enfants ?

« S'il vous plaît, avaient-ils discrètement demandé à leurs accompagnateurs slovènes, ne nous appelez pas par nos vrais noms. » Ils n'avaient pas encore dit à leur fils et à leur fille, en train de visiter le cockpit, qu'ils étaient en fait des citoyens russes.

Les deux officiers de la Direction S, le « département des clandestins » du service de renseignement russe SVR, avaient passé plus d'une décennie à se forger de fausses identités. Leurs enfants, Daniel, 9 ans, et Sophie, 11 ans, pensaient que leur père et leur mère étaient des citoyens argentins nommés Ludwig Gisch et Maria Mayer Muñoz. Ce qu'ils ne savaient pas, c'est que leur famille était un mensonge soigneusement construit.

Leurs vrais noms du couple sont Artem et Anna Dultsev. Après un mariage probablement arrangé par la Direction S, ils avaient été envoyés en Argentine, où Daniel et Sophie sont nés. Lorsque Moscou a transféré le couple de Buenos Aires vers une banlieue tranquille de la capitale slovène, les enfants ont été inscrits dans une école internationale, achevant ainsi de se donner l'image d'une famille normale de la classe moyenne.

Même une fois arrêtés et emprisonnés pour espionnage, le couple n'a toujours pas dit à ses en-



Anna et Artem Dultsev arrivent à Moscou aux côtés de leurs enfants, Daniel et Sophie. Cet été, les deux espions russes ont servi de monnaie d'échange dans l'une des négociations de prisonniers les plus complexes jamais menées, concernant 24 adultes détenus dans sept pays.

fants que l'espagnol – la langue de la famille – n'était qu'une seconde langue, qu'ils avaient appris à parler couramment pour une mission secrète censée durer jusqu'à ce que le frère et la sœur atteignent l'âge adulte. L'espoir étant alors qu'ils puissent être recrutés pour suivre leurs traces.

En revenant du cockpit, Sophie et Daniel se sont mis à discuter avec l'homme à lunettes qui avait supervisé leur garde pendant l'année et demie d'emprisonnement de leurs parents. Ils ignoraient qu'il s'agissait du chef du service de renseignement slovène qui avait aidé les États-Unis à cap-

turer et à échanger leurs parents. Un officier de la CIA se trouvait d'ailleurs également à bord. Il avait apporté une bouteille de bourbon pour boire avec les Slovènes une fois l'échange terminé.

Alors que l'avion descendait vers le lieu de la transaction à Ankara, l'ambiance s'est soudain

assombrie quand les parents ont engagé une sérieuse discussion sur le choc culturel qui attendait leur famille à Moscou. Ce n'est qu'après avoir été escorté dans l'avion russe par des officiers masqués que le couple a entrepris la pénible tâche d'avouer la vérité à ses enfants. « Le véritable enfer

était sur le point de commencer pour eux, alors qu'ils rentreraient au pays », observe une personne présente lors de cet épisode.

Le *Wall Street Journal* a mis au jour de nouveaux détails sur la mission de la famille Dultsev, qui

Lire ESPIONS en page II

Pour survivre, le chef du Hamas s'appuie sur un système à l'ancienne de messages codés

Yahya Sinwar, le plus haut dirigeant du Hamas, serait probablement mort aujourd'hui s'il ne disposait pas d'un système de communication « low tech » qu'il a perfectionné en prison et qui le protège de la traque menée par les services de renseignement israéliens.

M. Sinwar a pratiquement renoncé aux appels téléphoniques et aux SMS – des moyens de communication électroniques qu'Israël peut localiser et qui ont conduit à la mort d'autres membres de la milice. A la place, il utilise un système complexe basé sur des coursiers, des messages codés et des

notes manuscrites qui lui permet de diriger les opérations du Hamas même lorsqu'il est caché dans des tunnels, selon des médiateurs arabes négociant un cessez-le-feu.

Cette manière de communiquer perturbe l'armée israélienne qui cherche à mettre la main sur le cerveau de l'attaque du 7 octobre contre Israël, qui a fait 1200 morts et a déclenché la guerre dans la bande de Gaza. Tuer ou capturer M. Sinwar constituerait une victoire significative pour l'Etat hébreu. Cela pourrait mettre un terme à la guerre qui dure depuis onze mois. Mais même en contrôlant militairement la bande de Gaza, les services de renseignement israéliens ont, pour l'instant, fait chou blanc. M. Sinwar n'a pas été vu en public depuis que le début de la guerre à l'automne dernier. Les autorités israéliennes affirment qu'elles pensent qu'il se cache dans la bande de Gaza.

Les témoignages de médiateurs arabes, qui transmettent des

messages dans le cadre des négociations sur le cessez-le-feu entre le Hamas et Israël – qui ne se parlent pas directement –, apportent un éclairage sur la manière dont Sinwar réussit à rester en vie.

Aujourd'hui, un message ordinaire de M. Sinwar est écrit à la main et d'abord donné à un membre de confiance du Hamas, qui le transmet ensuite à un réseau de coursiers, dont certains peuvent être des civils, expliquent des médiateurs. Les messages sont souvent codés, avec des clés de déchiffrement différentes selon les destinataires, les circonstances et le moment. Une méthode que M. Sinwar et d'autres détenus ont mise au point lors de leur séjour dans les prisons israéliennes.

Le message peut alors parvenir à un médiateur arabe présent à Gaza ou à un autre membre du Hamas qui utilise, par exemple, un téléphone, pour l'envoyer aux

Lire HAMAS en page II

Kamala Harris peine à battre Donald Trump sur l'économie

Alors que la question est essentielle pour l'emporter dans les Etats décisifs, certains alliés de Kamala Harris redoutent que la candidate démocrate ait du mal à convaincre les électeurs qu'elle est la plus qualifiée pour gérer l'économie américaine.

La vice-présidente est au coude-à-coude avec Donald Trump dans les sondages – et parfois légèrement devant l'expresident – et a réussi le débat de la semaine dernière. Pourtant, pour les stratèges démocrates et anti-Trump, son programme économique a toujours du mal à convaincre et faire de l'ombre à M. Trump et son image d'homme grâce à qui l'économie américaine a connu, avant la crise sanitaire, une période faste. Un souvenir qui reste le meilleur atout du candidat républicain. « C'est là que Harris doit travailler, sur la question économique, parce qu'elle fait partie

d'une administration qui a perdu en crédibilité sur ces sujets », affirme Evan Roth Smith, responsable des sondages chez Blueprint, une initiative démocrate.

Malgré des propositions en faveur des consommateurs, des parents, des primo-accédants et des petites entreprises, selon lui, les idées de Mme Harris n'ont pas encore convaincu les indécis qui « ont des problèmes que les politiques ne traitent pas ». Pour lui, ce doit être « sa mission no 1 » pendant la campagne.

Stratège républicain, Mike Murphy a le même avis : « c'est sur ce point qu'elle doit progresser, qu'elle doit travailler, parce qu'elle ne l'a pas vraiment fait pendant le débat ».

Dans le camp démocrate, on espère que les bonnes nouvelles économiques de ces derniers

Lire ECONOMIE en page II



Yahya Sinwar, le nouveau chef du Hamas, n'a pas été vu en public depuis l'automne dernier.

HAMAS

Suite de la page 1

miliciens du groupe – considéré comme terroriste par les Etats-Unis – à l'étranger, précisent ces médiateurs.

Les techniques de communication de M. Sinwar sont devenues plus prudentes et plus complexes à mesure qu'Israël réussissait à localiser et à éliminer d'autres membres de haut rang de l'organisation – notamment lors de l'attentat de Beyrouth qui a coûté la vie à Saleh al-Arouri, numéro 2 du bureau politique du Hamas et cofondateur de la branche armée du groupe. « Je suis convaincu que c'est l'une des principales raisons pour lesquelles Tsahal ne l'a pas trouvé, indique Michael Milshtein, ancien responsable des affaires

« *Ils savent que s'ils utilisent des appareils électroniques, ils seront repérés* »

palestiniennes pour les services de renseignement militaires israéliens. Dans son comportement personnel, il observe de manière très stricte ces principes de base. »

L'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire. Le Hamas a également exclu de répondre aux questions sur la façon dont M. Sinwar communique.

Les services de renseignement militaires israéliens disposent de capacités d'interception des communications électroniques – souvent appelées « renseignements d'origine électromagnétique » – parmi les plus sophistiquées au monde. C'est après la mort de M. Arouri que M. Sinwar s'est mis à utiliser presque uniquement des notes manuscrites et une transmission orale. Il fait ainsi parfois circuler des enregistrements vocaux par

l'intermédiaire d'un petit cercle de collaborateurs, selon des médiateurs arabes.

Le décès de M. Arouri a été suivi d'autres assassinats de hauts responsables du Hamas et du Hezbollah, ce qui a renforcé le sentiment de vulnérabilité. En juillet, Israël a lancé une attaque aérienne massive qui aurait tué le principal chef militaire du Hamas, Mohammed Deif. Le même mois, Tel-Aviv aurait également éliminé Ismaël Haniyeh, alors chef politique du Hamas, à Téhéran, et lancé une frappe sur un immeuble résidentiel de Beyrouth qui a entraîné la mort de Fouad Chokr, l'un des principaux dirigeants du Hezbollah. Celui qui réussissait à échapper aux Etats-Unis depuis des décennies s'est rendu dans un appartement après avoir reçu un appel téléphonique provenant probablement d'une personne ayant pénétré le réseau de communication interne du Hezbollah, a rapporté *The Wall Street Journal*.

« Ils savent que s'ils utilisent des appareils électroniques, ils seront repérés », explique Azmi Keshawi, chercheur à l'International Crisis Group, qui a vécu à Gaza. C'est pourquoi M. Sinwar est revenu aux vieilles méthodes du Hamas, dit-il.

Les techniques de communication rudimentaires de M. Sinwar s'inspirent d'un système que le Hamas a utilisé à ses débuts et que son actuel chef a repris lorsqu'il a été incarcéré en 1988, puis enfermé dans une prison israélienne, selon de fins connaisseurs de la milice.

Avant sa détention, M. Sinwar avait fondé le Majd, la section de renseignement du Hamas, qui traquait les personnes soupçonnées de collaboration et était actif dans les prisons israéliennes. Le Majd recrutait des agents, appelés « sawa'ed », à l'intérieur des prisons. Ces derniers faisaient passer des messages codés d'une unité à l'autre, selon *Son of Hamas*, un livre écrit par un ancien agent du Hamas devenu espion israélien.

Les sawa'ed, un surnom dérivé du mot arabe désignant les avant-bras, fourraient du pain blanc avec des lettres manuscrites, en faisaient des boules,



SIPA PRESS

Israël sait depuis au moins une décennie que le Hamas a créé un réseau de téléphonie fixe dans ses tunnels à Gaza.

puis les laissent sécher et durcir, toujours selon l'ouvrage. A la manière de joueurs de baseball, les agents du Majd les lançaient d'une zone à l'autre d'une prison, en criant : « Courrier des combattants de la liberté! ».

Israël pense que M. Sinwar a passé des années à préparer une guerre d'ampleur avec l'Etat hébreu, notamment en construisant un vaste réseau de tunnels. Pour l'ancien responsable du renseignement militaire israélien, M. Milshtein, ces projets comprenaient vraisemblablement la mise en place d'un système de communication permettant de déjouer les techniques modernes de collecte de renseignements. Ces méthodes sont si efficaces que ceux qui le traquent ne peuvent exclure qu'il ne se trouve plus à Gaza.

Avoir accès à M. Sinwar est aujourd'hui plus important que jamais. S'il a longtemps été la cheville ouvrière du Hamas, le groupe s'appuyait aussi sur d'autres responsables présents en dehors de Gaza, dans des pays tels que le Qatar, pour représenter ses intérêts. Cette situation a changé après l'assassinat de M. Haniyeh à Téhéran – une attaque attribuée à Israël –, qui a conduit la milice à désigner officiellement M. Sinwar comme son chef.

Ce transfert de pouvoir est intervenu au moment où les Etats-Unis intensifiaient leurs efforts pour obtenir un cessez-le-feu à Gaza dans l'espoir de désamorcer les tensions régionales. Les négociations sont complexes, Benjamin Netanyahu, le Premier ministre israélien, ayant formulé un certain nombre d'exigences sur des sujets délicats qui seront difficiles à satisfaire. Les responsables américains doutent également de la volonté de M. Sinwar d'arrêter les combats.

La prudence de M. Sinwar a parfois ralenti les négociations visant à mettre fin à la guerre, qui a causé la mort de plus de 41 000 Gazaouis, selon les autorités sanitaires palestiniennes – des chiffres qui ne précisent pas combien d'entre eux étaient des combattants. Le Hamas a pris en otage environ 250 personnes lors des attaques du 7 octobre qui ont déclenché la guerre. Quatre-vingt-dix-sept d'entre elles se trouvent encore à Gaza, et beaucoup sont considérées comme mortes.

A certains moments cruciaux des négociations sur un cessez-le-feu, M. Sinwar était injoignable. En d'autres occasions, il envoyait des messages presque en temps réel. Il est difficile de savoir si la lenteur avec laquelle il communiquait rele-

vait de la tactique de négociation ou si elle était le reflet de la rigueur de ses protocoles.

M. Sinwar réussissait à faire passer rapidement ses messages lorsque cela s'avérait nécessaire. « Nous vous présentons, ainsi qu'à votre estimée famille, nos sincères condoléances et nos bénédictions pour votre sacrifice sacré », a-t-il ainsi écrit dans une lettre adressée à M. Haniyeh en avril, après la mort de trois de ses fils dans une frappe aérienne israélienne. Selon des responsables arabes, cette lettre est parvenue à M. Haniyeh par l'intermédiaire de coursiers quelques heures seulement après les décès.

En juin, de hauts responsables américains, dont le directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), William Burns, se sont rendus au Moyen-Orient pour tenter de faire signer un cessez-le-feu à Israël et au Hamas à conclure. M. Burns s'est entretenu avec le Premier ministre qatari et le chef des services de renseignement égyptiens à Doha. Ils ont ensuite rencontré M. Haniyeh afin de faire pression sur les responsables du Hamas pour conclure un accord en les menaçant de sanctions et d'arrestation.

Au cours de cette réunion, M. Sinwar faisait passer des messages en temps réel et le Hamas a refusé d'accepter un arrêt des com-

bats à moins qu'Israël ne s'engage par écrit à respecter un cessez-le-feu permanent, selon les médiateurs arabes. Il est difficile de savoir comment M. Sinwar transmettait ses ordres.

Israël sait depuis au moins une décennie que le Hamas a créé un réseau de téléphonie fixe dans ses tunnels. En 2018, un commando israélien a tenté, en vain, de le mettre sur écoute – une opération qui a provoqué des échanges de tirs entre Israël et le Hamas pendant quelques jours, d'après une déclaration publique ultérieure de la milice. L'armée israélienne s'est refusée à tout commentaire.

Au début de la guerre actuelle, les médiateurs ont cherché à négocier un accord sur les otages entre Tel-Aviv et le Hamas afin d'éviter une invasion militaire israélienne de la bande de Gaza. Ils ont alors dépêché des coursiers dans l'enclave pour rencontrer des membres de la branche armée du Hamas et leur transmettre des messages codés.

M. Sinwar a également organisé des appels téléphoniques avec des médiateurs sur le réseau de téléphonie fixe du Hamas dans les tunnels, en utilisant des codes pour en déterminer le jour et l'heure, ainsi que des pseudonymes dans les messages visant à les planifier, ont déclaré les médiateurs. M. Sinwar se servait parfois de noms de personnes qui étaient avec lui en prison pour masquer sa véritable identité, toujours selon les médiateurs.

Aussi prudent qu'il soit, il suffirait d'une seule erreur du chef du Hamas pour donner à Israël une fenêtre d'opportunité, estime Thomas Withington, expert en guerre électronique et chercheur associé au Royal United Services Institute, un groupe de réflexion londonien.

« Une fraction de seconde où vous négligez votre discipline peut signer votre arrêt de mort », conclut M. Withington.

Summer Said et Rory Jones

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

ECONOMIE

Suite de la page 1

temps vont jouer en faveur de Mme Harris. L'inflation continue de ralentir et les revenus des ménages ont retrouvé leurs niveaux d'avant-Covid, ce qui pourrait aider la candidate à répondre à une question qu'elle avait esquivée pendant le débat : la situation financière des Américains est-elle meilleure qu'il y a quatre ans ?

Les sondages montrent que les électeurs continuent d'avoir peur de l'inflation et qu'ils estiment que M. Trump est meilleur que Mme Harris pour faire baisser les prix. Lors d'un sondage réalisé fin août par *The Wall Street Journal*,

38% des électeurs indiquaient que le coût de la vie continuait d'augmenter et de peser lourd sur leur famille, un record depuis fin 2021. Chez ces personnes, M. Trump l'emportait dans 71% des cas. Par ailleurs, 26% des personnes interrogées estimaient que les tensions sur les prix leur posaient des problèmes mineurs.

Les électeurs indécis étaient plus susceptibles que les autres de dire que l'économie et l'inflation sont leurs principales sources de préoccupation. Au sujet de l'économie au sens large, les électeurs interrogés par le *WSJ* estimaient que M. Trump serait meilleur gestionnaire que Mme Harris ; ils lui donnaient huit points d'avance, avance qui montait à 43 points chez les indécis.

James Carville, stratège historique du camp démocrate, mise sur la décision que la Réserve fédérale devrait prendre cette semaine pour redonner le sourire aux Américains. Même si Mme Harris ne parvient pas à les rassurer sur l'économie, explique-t-il, une baisse des taux et d'autres bonnes nouvelles dans ce domaine pourraient l'aider à démontrer que les choses s'améliorent, et que cette amélioration pourrait s'arrêter si M. Trump est élu.

« Des médias qui disent que les taux baissent, ça peut toucher les gens, affirme M. Carville. Je ne pense pas que l'idée soit de convaincre les gens que les choses vont mieux qu'ils ne le pensent, mais de leur montrer qu'ils ont des choses à perdre. »

M. Trump, de son côté, martèle que le programme économique de sa concurrente ne comporte aucune idée nouvelle et s'inscrit dans la veine de celui du président Biden, fort peu apprécié des électeurs. Vendredi, son équipe de campagne a diffusé une vidéo de Mme Harris vantant les « Bidenomics », assortie d'un extrait du débat pendant lequel M. Trump déclare : « elle n'a pas de plan, elle a juste copié celui de Biden ».

Micah Roberts, sondeur républicain qui a interrogé des électeurs sur leur vision de l'économie pour CNBC, se dit sceptique quant à la capacité de Mme Harris à dépasser ce sentiment qu'ont les Américains que l'économie allait mieux sous la

présidence Trump que depuis que les démocrates sont à la Maison-Blanche. Il souligne que, dans le sondage CNBC, les Américains se montrent pessimistes vis-à-vis de l'économie depuis 2008, exception faite de 2018 et 2019, deux années de présidence Trump. « Et la mauvaise nouvelle pour Harris, c'est que le pessimisme n'a pas faibli entre 2021 et 2024 », ajoute-t-il. Pour lui, Mme Harris aura du mal à faire changer les électeurs d'avis.

Comme son concurrent, elle a fait des propositions séduisantes, du moins dans les sondages, notamment un plafonnement du prix de l'insuline et d'autres médicaments, des allègements fiscaux à la naissance des enfants et des mesures pour empêcher les groupes agroalimentaires de mentir sur les prix. Elles se sont en revanche attiré les foudres de nombreux économistes, qui les accusent de manquer de pertinence voire d'être contre-productives, mais aussi de ceux qui affirment qu'elles vont coûter des milliers de milliards de dollars et grever le budget.

Lors d'entretiens réalisés après le débat, plusieurs électeurs indécis ont confié au *WSJ* qu'ils n'avaient pas bien compris en quoi le plan de Mme Harris allait les aider. Pour les démocrates et les stratèges qui veulent qu'elle remporte la présidentielle, Mme Harris a beaucoup d'idées intéressantes, mais a du mal à les présenter de façon concrète et crédible aux électeurs. « Certaines idées sont

trop théoriques, elles sonnent trop comme des mesures que le Congrès va édulcorer ou comme des choses que les politiques ont l'habitude de promettre, comme des crédits d'impôt pour telle ou telle catégorie de gens », résume M. Smith. D'après les conclusions de Blueprint, une idée générale, par exemple baisser les impôts de la classe moyenne, a plus d'impact sur les électeurs que des propositions plus ciblées.

Ruy Teixeira, analyste politique qui a beaucoup écrit sur la façon dont les Américains perçoivent la politique démocrate, qualifie les propositions de Mme Harris de « mesurette » et estime que le volet économique de son programme est « souvent tellement vague qu'il a l'air inutile ». Pour lui, elles ont peu de chances de parler au groupe dont Mme Harris a le plus besoin, c'est-à-dire la classe ouvrière des Etats déçus. « Je ne sais pas si dire qu'on va donner de l'argent aux primo-accédants et faire des promesses vagues de baisse des prix, ce sera suffisant », soupire-t-il. Pour lui, il faudrait peut-être que Mme Harris fasse un geste plus fort pour montrer aux électeurs qu'elle veut sortir de la trajectoire de son prédécesseur, peut-être « en se désolidarisant plus nettement de l'administration Biden ».

Pour Harrison Hickman, sondeur démocrate, Mme Harris doit expliquer ses projets de façon plus concrète. « Sur la question des créations d'entreprise, par

exemple, montrer ce qui va changer par rapport à ce qui se fait en ce moment, explique-t-il, évoquant les crédits d'impôt élargis. Montrer comment les choses fonctionnent en ce moment, comment les améliorer et comment cela se fera dans les faits, ce sera plus utile que de grands discours. »

L'équipe de Mme Harris a dévoilé des spots télévisés qui pourraient porter leurs fruits. « Kamala Harris pense à vous », clame celui qui est sorti début septembre et affirme que la démocrate aidera les familles de la classe moyenne alors que son concurrent veut aider les riches. M. Trump, lui, martèle qu'en plus de trois ans comme vice-présidente, Mme Harris aurait pu défendre ses idées. Quoi qu'il en soit, les deux candidats ne pourront probablement pas recroiser le fer puisque M. Trump a déclaré qu'il refusait de participer à un deuxième débat télévisé.

Pour M. Murphy, la capacité de Mme Harris à convaincre les électeurs qu'elle les aidera à vivre mieux sur le plan économique sera décisive : « Si elle s'en sort bien et qu'elle crée du lien, elle sera dans une position extrêmement confortable. Mais si les gens ont l'impression qu'elle n'apporte rien de nouveau pour l'économie, je pense que Trump peut l'emporter ».

Aaron Zitner

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Le programme économique de Kamala Harris a du mal à convaincre les électeurs, en particulier les indécis.

ESPIONS

Suite de la page 1

a duré dix ans, et sur les sacrifices qu'elle a nécessités. Un élément crucial de cette histoire est l'importance accordée par Vladimir Poutine au travail des espions clandestins, ainsi appelés parce qu'ils opèrent sans immunité diplomatique.

Cela fait en effet des dizaines d'années que le président russe s'applique à redonner du prestige à un programme clandestin qui renvoie à l'époque glorieuse de l'espionnage soviétique, quand les meilleurs agents sous couverture comme Rudolf Abel, représenté plus tard dans le *Pont des espions* de Steven Spielberg, étaient célébrés sur des timbres commémoratifs. Selon les médias contrôlés

Construire une famille autour d'un agent dormant s'accompagne d'un prix élevé qui pose des questions éthiques si profondes que les services de renseignement occidentaux ne s'engagent que rarement dans cette voie

par l'Etat russe, la première apparition télévisée du futur président consiste d'ailleurs en une interview au cours de laquelle il admet avoir fait partie du KGB avant de se mettre à rejouer la scène finale du plus célèbre film d'espionnage soviétique, qui raconte l'histoire d'un agent dormant nommé Stierlitz, et dont M. Poutine interprète le rôle.

Intitulé *Dix-sept moments du printemps*, ce film a enraciné l'idée que le bloc communiste disposait d'une arme secrète, à savoir une armée invisible d'agents dormants infiltrés aussi bien dans les cercles de l'élite que dans la société ordinaire, et que celle-ci avait aidé Moscou à gagner la Seconde Guerre mondiale et à voler la technologie à l'origine de la bombe atomique.

« Tout le monde ne peut pas renoncer d'un coup à sa vie, abandonner ses proches, sa famille et quitter le pays pendant de très nombreuses années, pour consacrer son existence à servir la mère-patrie, soulignait M. Poutine à la télévision d'Etat en 2017. Seuls les élus peuvent le faire ».

Lors de réunions confidentielles avec la CIA, les principaux chefs des services d'espionnage russes ont vanté les exploits des

clandestins de l'ère soviétique comme s'ils avaient remporté des succès récents et significatifs. Selon des hauts responsables de la CIA qui ont autrefois travaillé à Moscou, il n'existe toutefois pas d'indice que le programme ait produit ces dernières années des résultats à la hauteur de l'énorme investissement qu'il suppose, même s'ils reconnaissent son importance dans la mythologie de l'espionnage russe.

Reste que construire une famille autour d'un agent dormant s'accompagne d'un prix élevé qui pose des questions éthiques si profondes que les services de renseignement occidentaux ne s'engagent que rarement dans cette voie.

On demande aux agents de vivre pendant des années, voire des décennies, à l'intérieur d'un tissu de mensonges de plus en plus épais. Ils ne se marient généralement pas par amour, mais sont sélectionnés pour des unions par la Direction S. Ils peuvent être envoyés comme don Juan professionnels pour séduire une cible. Leurs enfants grandissent dans des pays dont ils sont soudainement expulsés, leur identité et leurs amitiés brisées. Dans un rare mea culpa, Vladimir Kryuchkov, ancien chef du KGB, a reconnu dans ses mémoires de 1996 que les familles de clandestins étaient souvent séparées « non seulement par un fossé entre les générations, mais par une haine irréconciliable ».

Aujourd'hui libres à Moscou et donnant des interviews télévisées, les Dultsev sont passés du statut d'immigrés argentins ordinaires à celui d'espions les plus célèbres de Russie. Ils comptent parmi leurs admirateurs M. Poutine lui-même, qui les attendait à l'aéroport avec un bouquet de fleurs. A leur descente de l'avion, le président leur a donné l'accolade puis a tendrement embrassé sur la joue et sur l'épaule une Anna Dultseva en pleurs. Leur employeur, le SVR, n'a pas répondu aux questions détaillées ni aux demandes d'interview.

« Nous avons dit aux enfants que nous étions russes, qu'ils étaient russes, que nous étions les Dultsev », a expliqué Anna au journal télévisé du soir de la chaîne publique Russia One, en peinant à trouver ses mots dans sa langue maternelle.

« La chose la plus importante pour nous, c'est la famille, et c'est ce qui nous soutient, a ajouté son mari. Et la famille, c'est le pays. »

Agir sous légende

La relance secrète du programme de clandestins par M. Poutine est apparue au grand jour en 2008, suite à l'arrestation d'Herman Simm, le chef de la sécurité du ministère estonien de la Défense, qui était devenu le principal espion russe au sein de l'Otan. Son officier traitant était un homme qui prétendait être un ressortis-



SIPA PRESS

Vladimir Poutine s'applique depuis des années à redonner du prestige à un programme clandestin qui renvoie à l'époque glorieuse de l'espionnage soviétique.

sant portugais du nom d'Antonio de Jesus Amurett Graf, mais qui était en fait un agent secret russe du nom de Sergey Yakovlev.

La surveillance de M. Simm et de M. Yakovlev a permis aux espions occidentaux de mieux comprendre l'évolution des tactiques et de la façon d'opérer des clandestins russes.

Avant chaque rencontre, M. Simm envoyait un code numérique depuis une cabine téléphonique publique vers le pager de M. Yakovlev. Le code était une combinaison de son numéro d'identification, 242, et du chiffre 55, qui indiquait que la rencontre convenue pouvait avoir lieu. M. Simm avait reçu l'instruction de composer le numéro 77 en cas de problème.

En 2010, le FBI a arrêté dix Russes en situation irrégulière vivant aux Etats-Unis, à l'issue d'un programme de surveillance secret baptisé « Operation Ghost Stories » qui s'est étalé sur une dizaine d'années.

L'affaire a permis de découvrir et d'exploiter une autre mine de renseignements car les agents du FBI ont placé les espions sur écoute, les ont suivis dans tout le pays et ont fini par percer leur réseau de communication secret.

Mais l'administration Obama, qui cherchait à renouer avec la Russie en faisant table rase du passé, a préféré minimiser l'importance de cette affaire, la décrivant comme une survivance post-soviétique plutôt que comme la preuve de la relance d'un programme d'espions clandestins.

Lorsque les espions russes sont rentrés à Moscou dans le cadre d'un échange de prisonniers, M. Poutine les a rencontrés. Il a raconté qu'ils avaient chanté des chansons patriotiques, notamment *Où commence la mère-patrie*, qui figure dans un autre film d'espionnage soviétique, *Le bouclier et l'épée*.

Deux autres clandestins, Andrey Bezrukov et Elena Vavilova, ont eux aussi défrayé la chronique après avoir volé les identités de deux Canadiens décédés, Donald Heathfield et Tracey Lee Ann Foley. Au moment de leur arrestation, ils avaient deux enfants adolescents, Alex et Tim, qui étaient nés au Canada avant le départ de la famille aux Etats-Unis.

Les deux frères ont toujours affirmé n'avoir jamais su qu'ils

étaient russes et que leur nom de famille était Vavilov jusqu'à ce qu'on les mette dans un avion pour Moscou afin qu'ils commencent une toute nouvelle vie.

Aucun des deux ne souhaitait rester longtemps en Russie. Tim s'est installé en Asie et Alex a mené une bataille juridique pendant neuf ans pour récupérer sa citoyenneté canadienne, avant de retourner au Canada en 2019 pour y commencer un travail dans la finance.

« Oui, ils ne peuvent pas venir ici et c'est leur punition pour ce qu'ils ont fait, a-t-il déclaré à propos de ses parents, lors d'une interview sur la chaîne publique canadienne. Mais pourquoi devrais-je souffrir ? »

Dans le cas des Dultsev, M. Poutine surveillait de près leur travail car ils voyageaient beaucoup dans les pays de l'Union européenne, selon des responsables des services de renseignement américains et européens. Artem avait fondé une société informatique qui vendait des noms de domaine et de l'hébergement dans le cloud. Anna avait ouvert une galerie d'art qui lui servait de couverture lors de voyages en Europe sous prétexte d'expositions. Cela lui permettait aussi d'opérer discrètement des transferts d'argent. Les deux clandestins ont utilisé leur anonymat pour rencontrer et rémunérer des sources. Ils ont aussi identifié et cultivé des relations avec de nouveaux « atouts » [NDLR : ou informateurs] susceptibles d'être confiés à des agents du SVR travaillant sous couverture diplomatique dans des ambassades russes. L'un d'entre eux, qui travaillait comme attaché militaire, a par la suite été expulsé de Slovénie

Le couple n'a jamais rien dit à ses enfants à propos de leur mission ou de leur véritable identité, selon les autorités slovènes. Ils ont simplement avancé l'idée qu'un jour ils pourraient être séparés en raison de leur travail. Avant l'arrestation de leurs parents, le frère et la sœur fréquentaient une école située dans un bâtiment de l'ère communiste entouré d'arbres. Sur une photo publiée sur le site de l'école, on peut voir Sophie assise sous un tilleul avec son livre de lecture, le regard tourné vers l'appareil.

Le 5 décembre 2022, juste après que les enfants ont été déposés à l'école, les forces spéciales

slovènes vêtues de brun se sont approchées de la maison couleur pastel de la famille, ont escaladé le portail et sont entrées en défonçant les volets des fenêtres. Les autorités ont emporté des documents, des ordinateurs, des appareils de communication et des centaines de milliers d'euros trouvés dans un compartiment spécial du réfrigérateur. Artem et Anna ont été emmenés.

Les enfants ont été placés dans une famille d'accueil. On leur a dit que leurs parents avaient des problèmes avec leurs titres de séjour slovènes et qu'ils devraient passer un certain temps en détention provisoire.

Josko Kadivnik, le chef des services d'espionnage slovènes, veillait personnellement au bien-être de Sophie et Daniel afin de s'assurer qu'ils soient le moins affectés possible. Ils étaient autorisés à passer des appels vidéo quotidiens à leurs parents, détenus dans des cellules séparées. Ces derniers pouvaient ainsi les aider à faire leurs devoirs scolaires. Une fois par semaine, ils les rencontraient

En Russie, d'anciens clandestins et agents célèbres sont devenus députés, cadres d'entreprise ou personnalités des médias

physiquement et discutaient en espagnol de l'école et de ce qu'ils avaient fait avec leurs amis. Les deux enfants ont appris à parler slovène presque couramment grâce à leur famille d'accueil et à leurs camarades de classe. Plus tard, ils ont appris un peu de russe, sans savoir qu'ils apprenaient leur langue maternelle.

Dans les jours qui ont suivi l'arrestation, de hauts responsables des services de sécurité russes ont confirmé à la Slovénie que le couple était bien des officiers du SVR et demandé leur libération immédiate. Devant le refus

de la Slovénie, des responsables russes ont exigé qu'ils soient traités différemment des autres prisonniers. Les alliés occidentaux leur ont conseillé de leur offrir de bonnes conditions de détention et de leur donner la possibilité de refuser l'extradition vers la Russie. « C'est comme une convention de Genève entre espions », explique Vojko Volk, conseiller à la sécurité nationale de la Slovénie.

Les deux espions sont rapidement devenus des monnaies d'échange dans l'une des négociations les plus complexes jamais menées autour de prisonniers. Organisé le 1^{er} août sur une piste d'atterrissage bouclée à Ankara, l'échange a concerné au total 24 adultes détenus dans sept pays, dont l'ancien marine américain Paul Whelan, le journaliste du WSJ Evan Gershkovich et Vadim Krasikov, un officier du Service fédéral de sécurité russe (FSB) condamné à la prison à vie en Allemagne pour meurtre.

Ce jour-là, deux enfants portant des sweats à capuche et des baskets Harry Potter ont également débarqué d'un avion. Des agents turcs ont escorté Daniel et Sophie sur la piste d'atterrissage jusqu'à un autre avion à destination de Moscou, où les attendaient des hommes masqués des services de sécurité russes. Au cours de ce vol d'une durée de cinq heures, Anna a expliqué à ses enfants en espagnol qu'elle et son mari avaient participé à une mission secrète pour le compte de la Russie.

« Elle s'est employée à distraire Sophie, qui avait des jouets et qui regardait quelque chose sur l'écran, a raconté Artem à la télévision russe. J'ai juste remarqué qu'elle était prise par ses émotions, puis elle a commencé à pleurer un peu. »

« J'ai aussi parlé à Daniel, ajoute-t-il. Il l'a pris plus calmement et de manière très positive. »

Lorsqu'ils sont arrivés à l'aéroport de Vnukovo, M. Poutine a pincé la joue de Sophie, qui regardait impassiblement devant elle.

« Buenas Noches », lui a dit le président.

« Vous serez tous recommandés pour recevoir des récompenses de l'Etat, a-t-il annoncé plus tard aux parents et aux autres espions rassemblés avec eux dans l'aéroport. Nous nous reverrons un jour et nous parlerons de votre avenir. »

D'anciens clandestins et agents célèbres sont devenus des députés, des cadres d'entreprise ou des personnalités des médias. Les agents russes Anna Chapman et Maria Butina ont ainsi animé des émissions d'information, tandis que l'espion de la guerre froide Kim Philby a donné des conférences au siège du KGB avec le grade de colonel.

Quatre jours après l'échange de prisonniers, la famille Dultsev est apparue au journal télévisé du soir, répondant à des questions dans un jardin du siège du SVR, dans les environs de Moscou. Anna Dultseva a affirmé que sa famille continuerait à « servir la Russie ».

La journaliste a offert une poupée à Sophie et une fusée-jouet téléguidée à Daniel. Elle a ajouté que les enfants s'étaient entraînés à pratiquer leur russe en lisant l'inscription apposée sur un monument à la mémoire d'un célèbre espion fictif. « Souvenez-vous simplement de votre devoir », a lu Daniel sur le socle de la statue. Le nom de l'espion ? Stierlitz.

Vivian Salama et Warren P. Strobel
Novica Mihajlovic et Kate Vtorygina ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original



MARJON HOOGERVORST FOR WSJ

La famille Dulstev vivait sous une fausse identité dans cette maison près de Ljubljana, en Slovénie.

Conférences *by* l'Opinion



Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 19 septembre 2024

De 9h à 10h30, Paris 8^e

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

